

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste
espagne



10 CONDAMNATIONS A MORT !
FRANCO LA MUERTE !

SUPPLEMENT
RENTREE
SCOLAIRE

SOMMAIRE

POLITIQUE

- Le PC et le PS : face à la relance — p. 5
- Corse : Poursuivre la lutte — p. 6
La CFDT corse parle — p. 7

ARMÉE

- Scènes de la vie quotidienne — p. 8

SOCIAL

- Rentrée 75 : quelles perspectives ? — p. 9
- Lutttes ouvrières : Boussac, Idéal-Standard — p. 10-11
- CFDT, la troisième voie ? — p. 12

ROUGE SPECIAL RENTREE SCOLAIRE p13-14-15-16

- Haby, ils ont voté ta loi...
- Pour un mouvement lycéen unitaire.
- Bientôt un million de jeunes chômeurs.

PORTUGAL

- Mener la révolution à son terme — p. 17-18
- « Soldats unis vaincront » — p. 19
- Solidarité Portugal — p. 20

ESPAGNE

- Le bunker de Franco — p. 22-23

CULTURE

- « L'Indésirable » de Régis Debray — p. 25

TOUS A LA FETE — p. 26-27

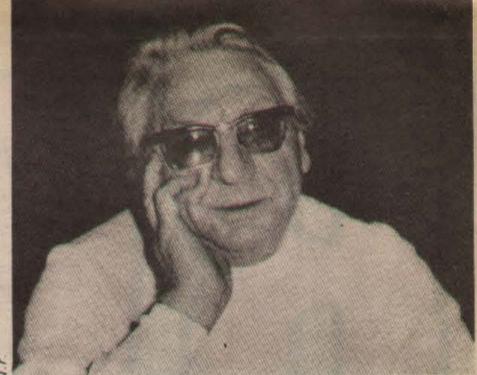
« Rouge » 10, Impasse Guéméné
Paris 75004

Téléphone : 272.88.96 et 272.68.82

Directeur de la publication : H. Weber
Imprimerie N.P.P.

VENDREDI 19 SEPTEMBRE 1975 — N° 314

Georg JUNGCLAS (1902-1975)



Georg Jungclas

Notre camarade Georg Jungclas, qui fut membre du Secrétariat de la Quatrième Internationale depuis la fin de la guerre jusqu'au 10ème Congrès mondial (1974) qui l'a élu à la Commission de contrôle internationale, est mort à Cologne le 11 septembre. Toute la Quatrième Internationale est en deuil et partage la douleur de sa compagne Leni.

Par sa vie, Georg incarnait l'histoire si tourmentée de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat allemand au cours des soixante dernières années. Né dans une famille aux convictions socialistes qui fut hostile à la politique de la social-démocratie pendant la Première Guerre mondiale, Georg adhéra à l'âge de 14 ans à un groupe de Jeunesses socialistes à Altona (banlieue de Hambourg) qui s'opposait à la guerre impérialiste et à la trahison du Parti social-démocrate allemand. Pendant cette période il milita dans des groupes illégaux et adhéra au Spartakusbund qui avait été créé par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Il participa à toutes les luttes révolutionnaires qui, à l'époque, se déroulèrent en Allemagne et, plus particulièrement il prit part à l'insurrection de Hambourg d'octobre 1923.

Georg vécut le plus souvent à Hambourg jusqu'en 1933. Membre du Parti communiste allemand, il se situait à sa gauche que dirigeaient Maslow, Ruth Fischer et Urbahns, le leader communiste de Hambourg. Exclu du Parti communiste en 1928, il défendit dans le Leninbund fondé par Urbahns les positions de Trotsky et, en 1930, il participa à la fondation de l'Opposition de Gauche allemande, adhérente à l'Opposition de Gauche internationale dirigée par Trotsky et qui, ultérieurement, devint la Quatrième Internationale. Il participa à la rencontre internationale qui se tint à Copenhague à l'occasion du voyage de Trotsky dans cette ville en novembre 1932.

Après l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933, Georg vécut quelques mois dans l'illégalité puis émigra au Danemark. Il milita dans ce pays pour gagner au trotskysme des émigrés allemands et des militants révolutionnaires danois. Il fut ainsi à l'origine de la section danoise de la Quatrième Internationale. Il rencontra à nouveau Trotsky en 1936 à Hønefoss, en Norvège.

Après l'invasion du Danemark par les troupes allemandes, Georg vécut clandestinement dans ce pays, participant à la résistance, notamment en contribuant à sauver de la mort les juifs danois — ce qui lui valut après la guerre une reconnaissance officielle des autorités danoises. Arrêté en mai 1944, Georg est transféré à Hambourg, puis à Berlin et à Bayreuth, dans des fourgons cellulaires qui portaient la mention « Communiste, chien dégénéré à abattre en cas de fuite ».

Dès sa sortie de prison, Georg reprit contact avec la direction de l'Internationale, direction qui avait été reconstituée la même année à la Conférence internationale tenue à Paris. Au Congrès de la Quatrième Internationale qui se tint en 1948, il représenta la section allemande. Depuis lors, il participa très activement à la direction de l'Internationale et de sa section allemande.

En 1946 Georg était pratiquement le seul membre de la section allemande d'avant-guerre qui survécut à la répression et qui ne fut pas détruit politiquement par des années d'exil.

Georg consacra le meilleur de ses forces à la tâche, pénible et ingrate de reconstruction de l'organisation trotskyste en Allemagne. Il parcourut, pendant des années, l'Allemagne occidentale pour trouver des militants un par un, œuvrant à l'élaboration de la politique de la section allemande et de l'Internationale, assurant la

parution de publications trotskystes, collaborant à des publications dans lesquelles il exprimait les positions de la Quatrième Internationale. C'était un travail se heurtant à d'innombrables difficultés. Le marxisme révolutionnaire, en dépit de toutes les circonstances adverses, attirait des hommes désireux de préparer le renversement du système capitaliste ; le milieu apolitique étouffant de l'Allemagne de cette époque contribuait à briser nombre de ceux qui se tournaient vers lui. Dans cette période qui, pour n'être pas aussi tragique que celle qui précéda la guerre, n'en offrait pas moins un sol peu fertile au marxisme révolutionnaire, Georg fit preuve de la plus grande ténacité et ne désespéra jamais. Il sut exploiter les plus faibles possibilités qui s'offraient dans son pays. En outre, il fut un des premiers à tenter d'organiser les travailleurs immigrés en Allemagne et d'associer à cette tâche le mouvement ouvrier allemand. Enfin et surtout, il apporta une contribution exceptionnelle au soutien à la révolution algérienne. Sa maison servit pratiquement de centre politique et organisationnel à ce travail et il collabora notamment à la mise sur pied par la Quatrième Internationale au Maroc d'une usine d'armements pour le F.L.N.

Toute cette activité intense et difficile, dont l'énumération si brève ne donne dans sa sécheresse, qu'une faible idée, Georg l'effectua avec beaucoup de modestie et d'humour, y compris dans des moments particulièrement pénibles.

Dans les récentes années, Georg dont les capacités de travail se trouvaient diminuées par l'âge et la maladie, eut la joie de voir apparaître des forces jeunes, y compris en Allemagne, qui prenaient la relève et donnaient une croissance et une impulsion à la Quatrième Internationale jamais connues dans le passé. Elles justifiaient à ses yeux ses années de lutte et la confiance inébranlable qu'il avait eue depuis son adolescence dans la révolution socialiste mondiale. Il avait participé au Congrès pour l'Europe rouge à Bruxelles, en 1971, où se manifestait pour la première fois la percée de la Quatrième Internationale.

Georg put présider à la fondation du GIM (section allemande de la Quatrième Internationale) avec des forces encore insuffisantes mais néanmoins jamais atteintes dans le passé. Cette section, il pouvait dire qu'il l'avait vraiment construite, en ce sens qu'elle pouvait désormais vivre et se développer même quand il ne serait plus.

Je me permettrais de conclure cette courte notice biographique par quelques mots personnels. J'ai rencontré Georg pour la première fois voici bientôt 45 ans à Berlin ; nous nous sommes revus en 1932 à Copenhague, puis à Paris pendant ses années d'exil. Dans les années qui suivirent la guerre, il s'était forgé entre lui et moi les liens d'une très grande, d'une très profonde amitié. Je crois pouvoir dire que nous étions les plus vieux et les meilleurs amis dans l'Internationale. Je l'avais vu pour la dernière fois il y a quelques mois, couché sur un lit d'hôpital. Il était heureux de la victoire que venaient de remporter les peuples d'Indochine et était aussi avide que jamais de connaître les activités de la Quatrième Internationale. La vie de Georg, c'était le combat révolutionnaire. Dans ce combat que poursuit la Quatrième Internationale, Georg continuera de vivre.

Le 12 septembre 1975
Pierre FRANK

(Une interview de Georg Jungclas donne des détails sur son activité d'avant la guerre et pendant la guerre notamment se trouve dans Quatrième Internationale n° 3, du 15 juillet 1972.)

ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge » 10, Impasse Guéméné, Paris 4ème. Par avion : écrire à « Rouge ». Seules les demandes accompagnées du règlement sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour un changement d'adresse.

je désire m'abonner à
ROUGE

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....

IRA? IRA PAS IRA!

Grand branle-bas dans Landerneau ! Il a osé, le parent pauvre toujours en retrait sur les photos de famille, prendre seul la décision d'aller à l'Elysée. Il n'en faut pas plus pour que tous les diplômés es-sciences politiques y voient l'annonce d'une autre époque. A croire que l'équilibre de la vie politique française est à la merci du déplacement d'air à la frontière entre majorité et opposition.

Voyons les choses simplement. Les prochaines élections sont encore loin. Et le mouvement des Radicaux de gauche commençait déjà à manquer d'oxygène. Le départ de Caillavet, l'indiscipline de certains députés et sénateurs lors du vote sur le plan de relance en sont autant d'indices. Comble du comble : dans le Tarn-et-Garonne, les alliés socialistes se piquent même de lui disputer un siège vacant qui lui appartenait de tradition. Bref, les temps sont durs pour les groupuscules électoraux.

Donc, Robert Fabre ira à l'Elysée.

Signe de dégel entre le pouvoir et la gauche ? Disons que la démarche de Robert Fabre exprime plutôt le contraire. Dans un pays profondément divisé, politiquement et socialement, radicaux de droite et de gauche se disputent le glorieux privilège de représenter « la charnière ». C'est à coups de petites manœuvres de ce genre qu'ils gagnent et perdent tour à tour la poignée de députés du marais : Fabre a perdu Caillavet, mais en allant à l'Elysée, il récupérera peut-être Hovnanian et témoignera d'une flatteuse indépendance envers son grand allié communiste...

Du côté du PCF, c'est le tollé. Tout juste si l'on n'a pas crié à la haute trahison.

Là encore, il faut voir la chose plus calmement. Dans une situation sociale tendue, le Parti communiste a misé sur l'intransigeance verbale dans la concurrence qui l'oppose au Parti socialiste. Mais ni pour les

uns, ni pour les autres, la question du pèlerinage à l'Elysée ne relève de principes. Mitterrand a défini le problème comme tactique en disant qu'il irait quand il le jugerait opportun. Marchais lui-même avait expliqué en août 74, avant le déclenchement de la polémique PC-PS, que, s'il était invité par le président, il s'y rendrait pour « faire valoir les intérêts de la nation ».

Rien n'exclut donc que Marchais, Fabre et Mitterrand se retrouvent un jour bras-dessus, bras-dessous sur le perron de l'Elysée.

En définitive, le PCF trouvera son propre compte à la querelle : il en tirera de nouveaux arguments pour se présenter comme le meilleur défenseur du Programme commun, appeler à la défiance envers ses alliés et mobiliser ses militants dans la perspective d'« élever la qualité de l'union ».

Mais les militants plus sensibles aux urgences de l'heure et à la nécessité de la lutte, ne pourront éviter de s'interroger, à la lumière de l'expérience portugaise en cours, sur le réalisme de cette politique d'alliance ? Qu'ont ils à gagner à faire la respiration artificielle aux Radicaux de gauche, pour ressusciter le Front populaire de 36 ? Que feront demain les Fabre et les Mitterrand dans la tourmente de la lutte des classes si, dès aujourd'hui on les considère comme des alliés peu sûrs ? Que fera la direction du Parti communiste elle-même, attelée à de tels alliés, si le Parti communiste portugais accepte aujourd'hui de former un gouvernement avec les gens du PPD dénoncés hier à peine comme des fauteurs de coup d'Etat...

Le Parti communiste dénonce la démarche anti-unitaire des Radicaux de gauche, mais il continue à les ménager comme une passerelle possible vers l'union du peuple de France, c'est-à-dire vers une alliance électorale élargie à de nouvelles fractions de la bourgeoisie. Parallèlement, il se refuse toujours à tout débat, à toute action unitaire et à tout contact avec les organisations révolutionnaires du mouvement ouvrier dont la présence dans la mobilisation et l'activité dans les luttes des travailleurs est sans commune mesure avec celle des Radicaux, fussent-ils de gauche (à propos, avez-vous déjà rencontré beaucoup de syndiqués radicaux de gauche ?).

C'est à cela que nous jugerons la sincérité et la portée réelles de la vertueuse indignation manifestée par le PCF.

NOTES POLITIQUES



PROCES POUR VIOL A MARSEILLE ! LES FEMMES NE SE TAIRONT PLUS !

■ Un an : deux femmes belges se font violer en campant dans les calanques. Elles ont le courage de porter plainte contre leurs agresseurs. Ils sont aujourd'hui inculpés pour coups et blessures. Leur procès aura lieu mercredi 17 septembre à Marseille.

Rien qu'un fait divers parmi tant d'autres ? Non. Entre le viol et le procès, il y eut l'instruction, les moyens de pression utilisés pour leur faire avouer qu'elles étaient consentantes. Recevoir des coups, en donner, être obligées de se faire hospitaliser, on pourrait croire que c'est suffisant pour prouver qu'elles ne consentaient pas ? Pas du tout. D'ailleurs, il y a cette accusation qui ne pardonne pas quand on est une femme : elles n'avaient qu'à pas camper seules ! Peu à peu, ce sont elles qui se retrouvent coupables. Finalement, si incroyable que ça puisse paraître le viol n'est pas reconnu !

Comme dans la plupart des affaires de ce genre, la justice ne retient que les coups et les blessures. Pourquoi ? Parce qu'une femme qui campe seule, une femme qui sort seule est coupable d'essayer d'échapper aux deux seules possibili-

tés que cette société lui offre :

— soit rester enfermée chez elle pour s'y occuper des enfants, des repas et du ménage : tout un travail qu'il faut bien que quelqu'un fasse et que personne ne lui paie...

— soit sortir accompagnée d'un homme qu'elle a réussi à séduire et qui la protégera de tous les autres hommes.

Elle n'a pas le droit d'échapper à ce double rôle de ménagère et de séductrice. Si elle sort pour son plaisir, c'est à ses risques et périls.

Si elle sort pour travailler, c'est « en plus » et on la paie toujours assez puisque son rôle essentiel n'est pas de gagner de l'argent mais de s'occuper de sa famille. Elle n'a pas à se plaindre.

D'ailleurs, une femme qui se plaint, une femme qui lutte, n'est pas séduisante. Il faut sourire et se taire pour plaire (aux clients quand on est vendeuse, au patron quand on est secrétaire, aux malades et aux médecins quand on est infirmière...)

Ainsi, isolées, enfermées dans leur rôle, les femmes acceptent les pires conditions de vie et de travail. Elles subissent dans la honte et l'isolement le viol ou la peur du viol comme elles ont subi

pendant des années l'avortement clandestin. Mais l'exemple de l'avortement montre justement qu'on peut sortir de cette situation par la lutte.

● Ne pas se battre contre le viol, c'est être complice d'un système qui divise hommes et femmes pour mieux les exploiter tous. C'est être complice de ce qui se passe en ce moment au Chili et en Espagne, où les fascistes violent et torturent les prisonnières pour leur prouver qu'elles n'auraient pas dû sortir de leur rôle de femme en s'engageant dans la lutte politique.

● Il faut tout faire pour que le viol soit reconnu et que donc le procès soit reporté en assises, que le maximum de femmes, de travailleuses, puissent prendre la parole à travers ce procès, pour dénoncer l'imbrication étroite qui existe entre oppression et surexploitation, l'utilisation du corps de la femme, y compris sur son lieu de travail.

C'est tout le mouvement des femmes qui est concerné par ce procès. Pour que le viol soit reconnu, tous et toutes devant le Palais de Justice le 17 à Marseille.

Marseille
Pétroleuses
Groupes Femmes
Femmes en Lutte

affaire Claustre



RAISON D'ETAT

■ « Donnez-moi trois régiments parachutistes et je récupère Madame Claustre » déclarait récemment Jean-Marie LE PEN à la télévision.

« Madame Claustre, c'est la France » écrivait Jean Dutourd dans France-soir.

Et la bourgeoisie française de s'émouvoir sur le cas de cette ethnologue

retenue en otage par les révolutionnaires toubous.

Abelin, ministre de la coopération a du venir s'expliquer devant les caméras après les accusations portées contre le gouvernement par Madame Claustre !

Ce que Abelin ne dira jamais c'est que les dirigeants français ont préféré jusqu'à aujourd'hui privilégier les intérêts néo-colonialistes au Tchad à la sécurité de l'otage. Que les services du ministre de la coopération ont commis dans les tractations un tel nombre de gaffes que cela en devient énorme.

Par exemple, l'un des négociateurs, le commandant Galopin, fusillé par les Toubous, était un agent des services secrets français qui collabora avec Tombalbaye, bourreau des révolutionnaires, que Journiac, dernier

envoyé à Fort Lamy, était un homme de Focart, profondément haï par la nouvelle dictature tchadienne, ce qui ne favorisait pas une chance d'accord ! Qu'enfin, Monsieur Claustre, détenu à son tour par les révolutionnaires fut si l'on en croit le « Canard Enchaîné » un agent des services spéciaux de Tombalbaye.

Dans quelques jours, l'ultimatum des Toubous expirera et Madame Claustre sera fusillée si la rançon n'est pas versée. Pour les révolutionnaires, la somme et le matériel correspondent à une indemnité pour les atrocités et les dégâts commis par la Légion Etrangère au cours de son intervention tchadienne de 71. Et si Madame Claustre devait mourir, le gouvernement français en porterait l'entière responsabilité.



Francolon-Gamma

RADICAUX DE GAUCHE PERIPETIES DU PARASITISME

Fabre et Mitterrand

■ « Faux pas, démarche inquiétante, qui ne peut que nuire à l'Union » c'est en termes assez durs que Robert Ballanger, Georges Séguy et René Piquet ont condamné au nom du PCF la demande d'audience adressée le 16 septembre par Robert Fabre à Giscard d'Estaing.

Mais n'est-ce pas le PCF, le tout premier qui a soulevé cette pierre qui lui retombe aujourd'hui sur les pieds. Car le Mouvement des Radicaux de Gauche (MRG), qui n'est plus que l'ombre des débris d'un radicalisme mort avec la fin du parlementarisme, a été artificiellement gonflé par les deux partis ouvriers réformistes de l'Union de la Gauche. Après la signature du Programme Commun dans la perspective de leur politique d'ouverture à droite PS et PC ont valorisé cette secte bourgeoise, totalement parasitaire, qui, est la seule des formations de l'Union de la Gauche à compter davantage de sénateurs, élus par les notables provinciaux, que de députés élus au suffrage universel direct.

Ce parasitisme est encore évident. Si hier, lors des confrontations électorales, les radicaux de gauche ont été les potiches propulsées par les compères du PC et du PS sur les tribunes de meeting pour rassurer l'électorat modéré, aujourd'hui encore le MRG ne peut tenir la vedette de l'actualité qu'en répondant à une initiative qui ne vient pas de lui, mais de l'autre centre polarisateur de la vie politique en France : la direction de l'exécutif, c'est-à-dire la Présidence de la République.

Mais de telles manœuvres interviennent dans un contexte politique particulier. Il n'y a pas d'échéances électorales nationales en vue. Et les municipales de 1977 poussent les Radicaux de Gauche à tenter d'affirmer au maximum une autonomie spécifique qui leur autorise les cocktails municipaux hétérodoxes. Surtout cette volonté de reconquérir par l'esbrouffe un espace vital politique à la droite du P.S. rend compte d'une année de polémiques où le PC a taillé des croupières au PS

au nom de la défense des revendications des travailleurs et a tenté de le faire passer sous la table. Le MRG lui, qui n'a pas le début d'une base ouvrière s'est retrouvé à la cave.

Il n'y a pas beaucoup d'alternatives pour les compères de Robert Fabre : se rallier comme l'a fait Caillavet à la majorité, ou remuer les ambiguïtés et brasser l'air pour donner l'illusion du mouvement. Cela ne va guère au-delà de la péripétie.

M. R.

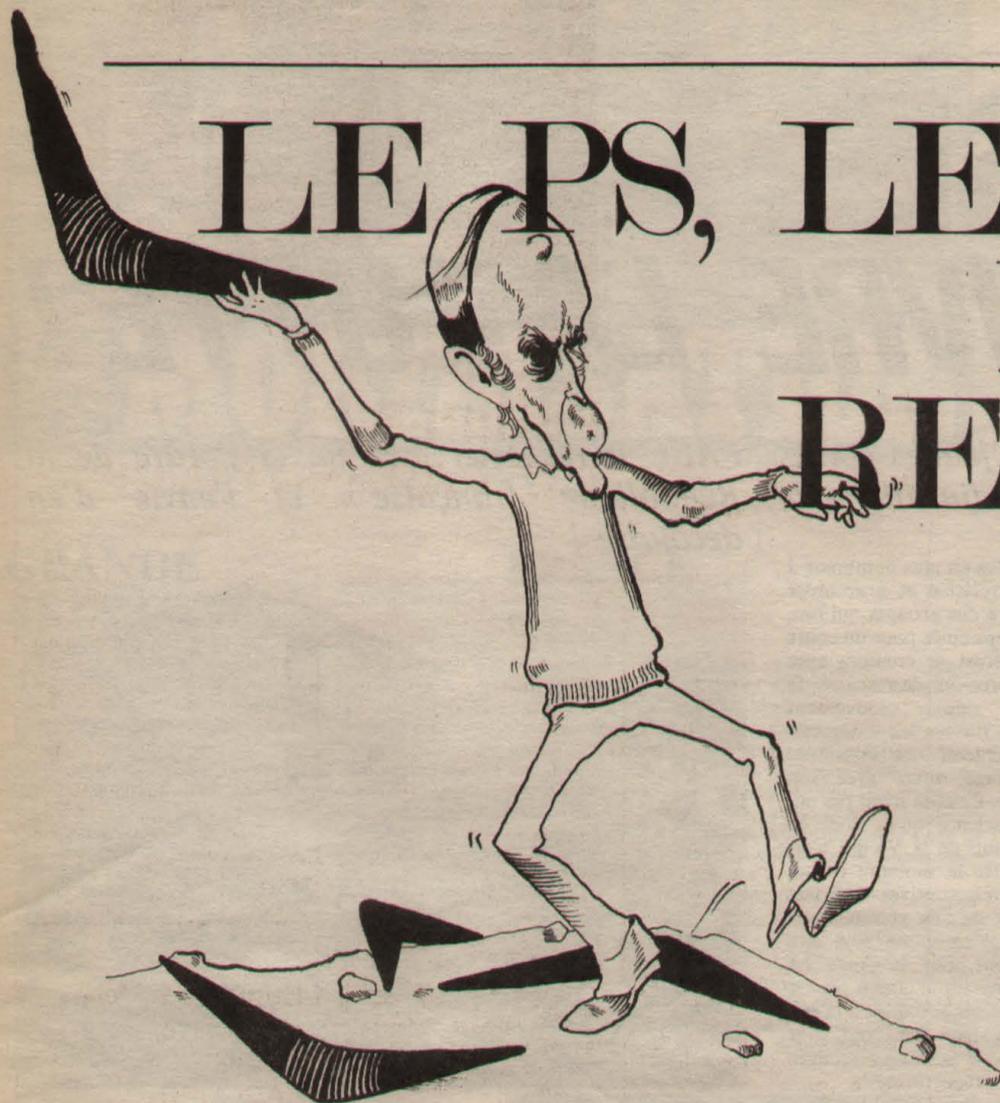
Dupuy de Mery en liberté, MARC LAGOUTTE TOUJOURS EN PRISON !

■ Au moment où le commando fasciste de Dupuy de Mery intervenait à Europe 1 contre Maxime Leforestier et révélant ainsi aux innocents sa véritable nature d'appendice d'Ordre Nouveau, un militant antimilitariste reste emprisonné. Marc Lagoutte est à la Santé depuis plusieurs mois, car son « crime » est d'avoir été surpris dans les locaux de Dupuy de Mery. Lagoutte voulait en effet, preuves en mains, montrer les liens entre ce fameux « Comité de défense de l'Armée » et les groupes fascistes. Inculpé de tentative de vol, sa liberté provisoire a été repoussée en Juillet. Aujourd'hui le juge d'instruction a apparemment terminé l'enquête qui ne semble pas avoir donné grand chose.

Le procès devrait donc avoir lieu très prochainement. Le scandale doit cesser, Marc Lagoutte doit être remis en liberté immédiatement. A la veille du procès, les antimilitaristes doivent se mobiliser. Envoyez les motions, pétitions, télégrammes à M. le GARDE DES SCEAUX 4, place Vendôme Paris.

Ecrivez à Marc Lagoutte - 1er division - cellule 57 - maison de la Santé - 75014 Paris

LE PS, LE PCF, ... ET LA RELANCÉ



Face au plan de relance de Giscard PC et PS, proposent leurs propres recettes pour relancer l'économie capitaliste. Les travailleurs doivent se battre sur un autre terrain.

■ Le plan de relance à peine voté, Chirac déclarait devant les préfets de région : « Il n'y a pas d'illusions à se faire sur une rapide reprise de l'embauche ». Histoire d'expliquer par la bande que les 30 milliards iront droit dans les caisses des grosses entreprises, afin de « stimuler l'investissement ». Face à cette politique provocatrice du gouvernement, le Parti Socialiste et le Parti Communiste avancent leurs propositions.

Le premier propose un contre-plan en trois étapes. Pour la partie d'application immédiate, il est notamment prévu la création de 300 000 emplois (130 000 publics et 170 000 privés), l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 et 55 ans, la réduction du temps de travail à 40 heures, plus un certain nombre de mesures en faveur de la consommation : SMIC à 1 700 francs, relèvement du minimum vieillesse et des allocations familiales, suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, et deux-tiers du SMIC pendant un an pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi.

Au premier coup d'oeil, ce plan apparaît bien en-deçà de certaines revendications avancées par les travailleurs dans leurs luttes contre la crise. Et d'abord parce qu'aucune mesure n'est prévue en faveur des chômeurs (moratoire sur les loyers et les impôts, maintien intégral du salaire antérieur, etc...). Ensuite parce qu'un tel plan serait inefficace pour résoudre le chômage : 300 000 emplois, cela ne représente que le quart des 1 200 000 chômeurs, et même si l'on tenait compte des deux autres revendications sur l'emploi (retraite et durée du travail) cela n'arriverait pas à réduire de moitié le niveau actuel du chômage.

Réalisme oblige...

On comprend mieux la logique du contre-plan quand on regarde avec quel soin les économistes socialistes ont expliqué comment ils financeraient le projet : emprunt de 20 milliards de francs, prélevement sur les banques, en-

dettement de l'état, tout est prévu pour démontrer le « réalisme » des propositions. Ce qui signifie que le Parti socialiste entend bien se montrer crédible dans le cadre d'un système capitaliste en crise et par là-même imposer un certain nombre de sacrifices aux travailleurs, les chômeurs en tête. Même les revendications du Programme commun, notamment les nationalisations, sont repoussées à une deuxième étape, dans un an, quand, espérons-le, la croissance sera égale à 3 ou 4 %. Mais naturellement, cela n'empêche pas Mitterrand de bavarder sur une troisième étape lointaine où alors là, pour de bon, on envisagera une « nouvelle croissance ». En attendant, réalisme oblige...

Le Parti Communiste, lui ne parle pas de contre-plan. Il propose une série d'« objectifs » axés sur la relance par la consommation : aide d'urgence aux familles touchées par le chômage total et partiel, la garantie pour les travailleurs ayant perdu leur emploi de ressources égales à au SMIC, la suspension des expulsions, saisies, coupures de gaz et d'électricité pour les familles les plus modestes, le minimum-vieillesse à 1 200 francs et le doublement des allocations familiales, le SMIC à 1 700 francs, etc...

Selon le PCF, la satisfaction de tels objectifs permettrait un redémarrage de l'économie et donc la résorption du chômage, grâce également à la réduction de la durée de travail à 40 heures et à l'abaissement de l'âge de la retraite. Si l'on peut adresser, sur ces points les mêmes critiques qu'au Parti Socialiste, il n'empêche que les revendications avancées (notamment pour les chômeurs) répondent bien aux exigences des travailleurs aujourd'hui.

Illustration des contradictions

Mais il y a un problème. C'est que les mesures proposées, dont certaines n'étaient pas dans le programme commun, coûtent chère. Lors de la présentation à la presse des propositions, nombre de voix se sont

faites entendre, parmi les économistes bourgeois et ceux du PS, pour dénoncer l'irresponsabilité du PCF incapable de définir un plan de financement de son projet. Marchais a donc dû préciser à l'Assemblée Nationale :

« Certains s'inquiètent que nous n'exposions pas dans le détail les modalités d'application de notre politique. Qu'ils se rassurent. Les élections législatives prochaines sont fixées à 1978. Nous le ferons le moment venu. Et si la date en était avancée, nous serions prêts ; nous sommes prêts ». Illustration parfaite de la contradiction dans laquelle se débat le PCF.

Soucieux, en effet, d'apparaître le meilleur défenseur des intérêts de la classe ouvrière, notamment dans le cadre de sa polémique avec le PS, son projet reste la gestion loyale du système capitaliste. D'où une attitude « gauche » tant que cela ne prête à aucune conséquence dans la stratégie électorale, et l'annonce des explications pour les prochaines élections. Gageons qu'il n'hésitera pas alors à revenir considérablement sur le niveau des revendications, comme cela avait été fait pour la fixation du montant du SMIC au moment des élections présidentielles en 1974.

Toute politique économique visant à trouver une crédibilité auprès de la bourgeoisie doit être fermement combattue. PS comme PCF essaient de démontrer le bien-fondé d'une relance par la consommation qui, dans le cadre du système actuel, serait la meilleure garantie pour sortir de la crise. Une telle analyse est notamment développée par le PCF qui explique que, comme en 1968, une hausse massive des salaires relancerait la machine économique. Elle est fautive parce que la situation actuelle de crise du capitalisme à l'échelle internationale et de menaces de banqueroute inflationniste dans toutes les économies occidentales, ce n'est pas les années 1968-1969 où l'expansion capitaliste française avait profité de la libération des échanges dans le Marché Commun.

Les travailleurs ne sont pas responsables de la crise.

Est-ce à dire qu'il faut accepter les sacrifices ? Non bien sûr. Il ne s'agit justement d'adopter, comme les partis réformistes, une logique économique bourgeoise qui consiste à démontrer que la satisfaction des revendications profiterait aussi à « l'économie nationale », c'est-à-dire, en clair, aux profits capitalistes. Une telle logique conduit inévitablement à accepter le cadre du système capitaliste, à pratiquer une politique de collaboration de classe, et dans une situation de crise, à demander aux travailleurs de se serrer la ceinture. Les travailleurs ne sont pas responsables de la crise, ils n'ont pas à en faire les frais ! Ils veulent obtenir satisfaction, ils n'ont pas à se préoccuper des comptes des patrons !

La tâche de l'heure, c'est de partir des revendications immédiates, et notamment celles avancées par le PCF. Non pas pour plus tard expliquer qu'il faut les réduire, par souci de « réalisme » mais pour dès aujourd'hui construire un rapport de force face au gouvernement Giscard-Chirac, dans l'unité la plus large entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, c'est précisément sur ce point que le PS et le PCF sont les plus discrets. Alors que c'est là le point essentiel pour faire aboutir les revendications centrales contre le chômage et la vie chère : La semaine de 35 heures et l'échelle mobile des salaires.

CORSE : POUR SUIVRE LA LUTTE !

Depuis Aleria, des milliers de jeunes corses sont pris en tenaille entre les adjurations de

l'ARC à respecter « la loi et l'ordre de la République française » et l'envie d'en découdre !

■ Dix jours encore après les événements d'Aléria les Pumas n'ont pas cessé leurs manœuvres sur le terrain balisé de la caserne de la gendarmerie d'Ajaccio, au cœur d'un quartier hérissé de faux HLM plantés là en désordre, à l'abri des regards de l'Ajaccio des bonapartes et des touristes. Ils partent vers le maquis, là où il faut plus de 2 heures en voiture pour faire 60 kms par des routes chaotiques, étroites, auxquelles font défaut les crédits d'entretien qu'ont empoché les chefs de clans. Sur les 50 suspects d'Aléria qui ont glissé entre les doigts de la police, une dizaine à peine ont été interceptés. Les autres, poissons dans l'eau d'une population que révolte le déploiement policier, sont le gibier que chassent les hélicoptères.

Une différenciation inévitable

Ainsi la répression est devenue le principal ciment du mouvement des masses corses. Il ne se passe pas un jour qui ne voit naître des « comités de soutien aux patriotes emprisonnés » jusque dans les villages les plus reculés. La marche sur Ajaccio démontrera la capacité de mobilisation de ces nouvelles structures qui élargissent encore l'influence des autonomistes dans la population de l'île. Mais cette première victoire, sur le prince Choiseul de Poniatowski n'est pas tout à fait acquise. C'est que la multiplication des comités, si elle exprime une solidarité massive du peuple corse avec Edmond Siméoni, est aussi l'occasion de nombreuses opérations politiques de la part de politiciens de village, hommes des clans qui en épousant le mouvement actuel, espèrent se refaire une virginité. En prenant la tête des comités locaux, ils peuvent empêcher que ceux-ci soient la base d'un mouvement durable, clarifiant ses objectifs dans la lutte contre la répression et donnant un contenu plus précis à la revendication autonomiste. Depuis Aléria, des milliers de jeunes corses sont pris en tenaille entre les adjurations de la direction de l'ARC à respecter « la loi et l'ordre de la République française » et l'envie d'en découdre qu'avivent les attentats quotidiens et les actions clandestines de Justizia Paolina ou du FPCL, les seuls à revendiquer l'indépendance parce que « la Corse est une nation ».

Ils seront de plus en plus nombreux à justifier le terrorisme et à accorder leur confiance à des groupes qui ont, depuis longtemps optés pour un cours militariste. L'écart se creusera avec ceux qui s'efforceront de restaurer la respectabilité du mouvement autonomiste à travers les « négociations » pour obtenir une assemblée élue au suffrage direct avec son exécutif propre. Ceux-là n'ont pas encore pris conscience qu'ils sont en face de l'Etat fort de la Vè qui n'est pas prêt à céder la moindre de ses compétences administratives. Pourtant tous les partis de l'île entretiennent l'illusion qu'une exception peut être faite, en douceur, pour la Corse. La seule originalité de l'Union de la Gauche, crispée sur le « droit à la différence » promis par Mitterrand, c'est de réclamer que la fameuse assemblée soit élue à la proportionnelle.

Une réaction d'auto-défense

L'agression militaro-policrière contre les occupants de la ferme Delpelle a précipité la radicalisation d'une petite-bourgeoisie qui faisait l'essentiel de la base de l'ARC et que l'équipe de Siméoni conduisait lentement vers une conscience plus claire des antagonistes sociaux et des enjeux politiques. Déjà bousculés par la pénétration du capital monopoliste dans l'île à partir de 58, ces petits paysans, petits patrons, commerçants et artisans sont affolés aujourd'hui par l'exode et la prolétarianisation que leur promet inéluctablement la politique gouvernementale. Il est loin le temps où les clans tiraient leur pouvoir de leur aptitude à représenter mais surtout protéger la petite bourgeoisie traditionnelle auprès de l'Etat central. Les corses résidant dans l'île côtoient 47 000 travailleurs nord-africains, plus de la moitié de la population active de l'île, employés pour des salaires et des horaires scandaleux dans les domaines de la plaine orientale ou dans l'hôtellerie saisonnière. Le sort qui est fait à ces travailleurs immigrés est celui auquel les corses redoutent d'être promis, plus probablement qu'aux postes traditionnels de la petite administration française.

C'est de là aussi, de cette réaction d'auto-défense d'une société pré-capitaliste, bloquée ainsi depuis un siècle, que naît la brusque résurgence de la question corse. Les mouvements



autonomistes ont le mérite de rappeler que demeurent posés les problèmes d'une nationalité opprimée qu'il faut replacer dans le cadre historique qui restitue toute leur violence : la Corse est la seule minorité nationale dont aucune de ses composantes sociales n'a eu à jouer un rôle actif dans l'accumulation du capital national, dans la constitution d'un marché national unifié. Le principe de la continuité territoriale pour les transports et les communications ne lui est pas encore reconnu et elle se voit encore appliquer le monopole du pavillon. La formation sociale corse n'est pas seulement restée « périphérique », témoin comme la Bretagne ou l'occitanie, du développement inégal du capital dans sa propre aire nationale. La Corse est restée extérieure à la formation sociale française et à ses mutations.

Donner au mouvement un contenu de classe

Les groupes autonomistes expriment aujourd'hui le désespoir d'un peuple qui se découvre en voie de dissolution. Un mouvement comme l'ARC est resté jusqu'ici enfermé dans l'exploitation des thèmes de l'idéologie nationale sur lesquels se retrouvent toutes les couches de la petite bourgeoisie traditionnelle. Le PPCA qui se distinguait il y a un an en appelant à voter Mitterrand, avance

un programme susceptible de satisfaire le petit capital autochtone, de lui donner des directives en se battant pour sa protection vis-à-vis du capital monopoliste.

En reconnaissant au peuple corse le droit à l'autodétermination, le droit à la séparation, il est possible de défaire en même temps les illusions qui se nourrissent de l'espoir que la bourgeoisie française concèdera prochainement une assemblée élue et que là s'arrêtera la lutte pour l'autonomie. En se battant pour l'autonomie administrative, il faut aussi lutter pour une véritable université (pas à « statut dérogatoire » comme l'a accordé Libert BOU), pour la reconnaissance bilinguisme et de l'enseignement obligatoire du Corse dans les écoles, pour le contrôle sur les complexes touristiques afin qu'ils soient au service des travailleurs et non des milliardaires. L'autonomie ne serait rien si elle n'aboutit pas à un contrôle sur l'attribution prioritaire des emplois aux résidents, le respect du droit syndical et la garantie d'un salaire minimum de 1900 F par mois. Les grands domaines agricoles seront transformés en coopératives, les terres redistribuées à ceux qui les travaillent, y compris les travailleurs immigrés nord-africains qui désiraient rester dans l'île. C'est dans ces perspectives que les organisations ouvrières doivent participer aux luttes en cours, pour leur donner un contenu de classe irréversible.

Paul ALLIES

LA CFDT CORSE PARLE

A la suite des événements d'Aléria, la CFDT a pris plusieurs fois position. Elle a aussitôt distribué un tract où elle expliquait les raisons de son soutien à Edmond Simeoni après l'arrestation de celui-ci. Elle a adressé aux organisations ouvrières et à la presse un texte intitulé : « Quelques réflexions sur la situation corse actuelle », dans lequel elle développe ses analyses. Pour en donner un résumé le plus fidèle possible aux lecteurs de Rouge, nous avons posé cinq questions à un militant de la CFDT corse qui a des responsabilités au bureau de l'Union Régionale. La CFDT corse a été la seule organisation ouvrière avec le PSU et la LCR à participer au Comité anti-répression et à appeler à la grève générale le lundi 1^{er} septembre.

Ajaccio, le 11 septembre

Rouge — Dans un texte diffusé après Aléria, la CFDT corse déclare faire sienne « la revendication autonomiste dans la mesure où elle peut être un puissant levier de la lutte des classes et où elle conduira progressivement à l'édification d'une société socialiste autogestionnaire ». Peux-tu préciser cette analyse ? La lutte des classes en Corse peut-elle s'approfondir si le mouvement ouvrier se bat pour l'autonomie ?

R — On ne fait que reprendre là l'orientation du congrès de décembre 74. C'est un rappel des positions de ce congrès, où nous avons essayé d'intégrer le combat autonomiste dans la lutte des classes. A la lumière d'une étude de la réalité sociologique insulaire, on a pensé que le combat autonomiste pouvait être repris par la gauche et nous en particulier. Il est difficile de baser l'action sur un schéma national de la lutte des classes. Parler en termes de luttes de classes c'est souvent plaquer des schémas hexagonaux sans tenir compte du contexte spécifique corse. Il faut ajouter encore une dimension, que nous avons emprunté à l'ARC, qui s'ajoute à l'aliénation de classe : c'est l'aliénation de type colonial. Même les salariés sont devenus depuis quelques années plus sensibles à l'aliénation économique. La prise de conscience de la 1^{re} a progressé plus vite que la seconde.

Enfin l'idéologie de la CFDT nous a aidé à comprendre la réalité insulaire. Je veux parler du socialisme autogestionnaire. La CFDT est née en Corse en 1971 et sous l'influence du PSU. Qu'est ce que l'autogestion sinon la prise en main des habitants d'une région de leur propre destinée, certes dans le cadre du système. On peut dire qu'autonomie et autogestion vont bien ensemble. Il y a un dernier problème concret, tactique, c'est l'attitude à prendre vis à vis de l'autonomisme, sectarisme ou dialogue, il n'y a pas de 3^e voie.

Nous avons recherché dès le départ le dialogue avec l'ARC. Nous avons participé à des luttes communes. Ainsi des dirigeants comme Simeoni ont pu évoluer vers des positions socialisantes. Au dernier congrès de Corte il y a eu des références à Guévara, Ben Bella... Il n'y a qu'à voir aujourd'hui les commentaires de la presse d'extrême droite contre l'ARC et les autonomistes. Il faut comprendre que la petite bourgeoisie qui est la base de l'ARC ne peut pas se mobiliser sur la base du socialisme. Jusqu'à présent c'est le PCF et la SFIO engluée dans le claudisme qui ont donné une image du socialisme. On comprend que ça ne soit pas très attirant.

Rouge — Comment vois-tu l'édification d'une société socialiste autogestionnaire dans le cadre de l'autonomie ?

R — Toutes les forces politiques sentent bien que l'aspiration à l'autonomie est quelque chose de massif et de profond et chacun essaye de récupérer le mouvement en espérant lui faire perdre son caractère extrême. La création d'une assemblée élue au suffrage universel n'est qu'une manœuvre électorale des partis. Faute de mieux la CFDT appuie cette revendication, mais en sachant que l'assemblée ça n'est ni l'autonomie ni l'autogestion. C'est un gadget. Pour que l'autonomie ait un contenu de classe il faudrait faire un choix dans les alliances. Maintenant on peut faire une alliance conjoncturelle avec les PME tout en sachant que eux ne font que chercher à reconquérir une part du pouvoir économique qui leur échappe. Ce qui est en balance c'est la petite bourgeoisie corse contre le capital monopoliste. La 1^{re} a le mérite d'être corse, de parler en terme de développement, d'être un moindre mal.

Rouge — Justement, vous parlez de bâtir un « front de résistance au pouvoir en place ». Sur quelles bases pensez-vous pouvoir le construire et à quelles organisations votre invitation s'adresse-t-elle ?

R — Nous souhaitons la constitution d'un front autonomiste mais s'il se réalisait nous ne nous y intégrerions pas. Le syndicat n'a pas à se substituer au parti. Nous concevons ce front sur la base de l'autonomie et de la référence au socialisme. Toutes les forces politiques d'accord sur ce minimum pourraient s'y retrouver.

Rouge — Sur tous ces problèmes l'autonomisme en particulier, y a-t-il eu un débat dans les sections, les

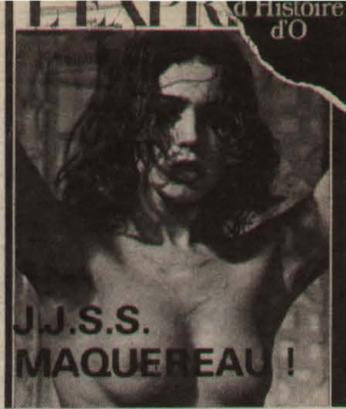


congrès de la CFDT ? La confédération est-elle d'accord avec votre position actuelle ?

R — Nous avons un double débat à mener. Un débat interne à la CFDT corse, car même si le congrès de décembre 74 a pris position pour l'autonomie, il reste à convaincre tous les travailleurs qu'influence la CFDT. La revendication autonomiste d'il y a 6 mois était toute théorique. C'est différent après Aléria. Il ne faut pas revenir en arrière, mais réouvrir le débat à la base. Au niveau confédéral nous avons eu ces jours-ci une rencontre qui a contribué à éclaircir les choses. Au départ, il y a au niveau confédéral une incompréhension de la réalité insulaire. Nous sommes conscients que cela reflète le fait que l'ensemble de la classe ouvrière française n'est pas réceptive à la revendication autonomiste. Le débat est d'autant plus nécessaire avec la confédération. Il n'y a pas de désaccord, mais une sensibilité différente.

Rouge — Quelles sont les chances d'évolution du mouvement autonomiste ?

R — Il manque tout simplement un parti qui puisse constituer un front socialiste autonome. Le PS n'a pas de crédibilité parce qu'il est en deçà des aspirations autonomistes. Le « droit à la différence » ça ne fait plus sérieux. Le PCF constitue une grande hypothèse avec son cocardisme qui peut faire virer à droite les autonomistes. Le pouvoir met actuellement en place un dispositif répressif plus discret qu'à Aléria mais plus efficace. Les organisations autonomistes peuvent se trouver pour toutes ces raisons sérieusement affaiblies. Ceci a donné de grandes responsabilités à la CFDT. On peut dire que nous sommes conduits à jouer un rôle politique qui ne devrait pas rester le notre.



Mercredi 17 septembre, l'Express a de la visite : « JJ-SS maquereau », « Plus d'argent sur notre corps ! ». Des femmes du Mouvement de Libération envahissent les luxueux locaux d'un journal qui, depuis deux semaines, bâtit sa campagne promotionnelle sur la publication tapageuse du texte d'« Histoire d'O », abondamment commenté et illustré. Les militantes féministes brandissent fouets et martinetes symboliques. Elles dénoncent comme véritable incitation au viol des articles et une publicité sur le thème : enfin une femme qui avoue » (qu'elles aiment ça : être battues, humiliées, enchaînées, torturées). Les manifestantes se sont ensuite rendues au cinéma de Champs-Élysées qui projette « Histoire d'O ». Là, elles se sont retrouvées en face d'un cordon de flics (il n'y avait pas moins de trois cars) assurant la protection de la salle. Réaction immédiate : « Histoire d'A interdit, Histoire d'O protégé ! » « Les flics protègent le viol ! »

Communiqué :

HISTOIRE D'O OU LE FASCISME SEXUEL

Deux femmes belges ont été violées pendant leurs vacances en France en été 1974. L'une a été enceinte.

L'affaire est passé ce matin, mercredi 17 septembre 1975, à 8 H 15 devant le Tribunal correctionnel de Marseille où leurs trois agresseurs ont été seulement poursuivis pour le délit de coups et blessures alors qu'elles portent plainte pour viol, crime passible des Assises.

Mais quelle importance puisque, comme le clame « Histoire d'O », les femmes aiment ça ???!!!!

Qu'en pensent nos sœurs chiliennes, nos sœurs espagnoles, torturées, violées quotidiennement par les bourreaux fascistes ?

Veut-on nous y préparer ???

Non seulement d'immenses profits se réalisent sur notre corps « grâce » aux films pornos qui envahissent les cinémas, mais l'Express, qui a doublé ses ventes sur Paris depuis la publication d'« Histoire d'O » dans ses pages, fait l'apologie de la femme torturée et esclave et, si l'on en croit cet hebdomadaire pour jeunes cadres en détresse sexuelle, telle est la voie de notre « libération ».

Non, messieurs, nous ne voulons ni cette « libération », ni être la femme prude, frigide et confinée au foyer !

C'est à nous de choisir et de vivre notre sexualité et notre plaisir.

Ligue des droits des Femmes
les Pétroleuses
Politique et Psychanalyse
Librairie des Femmes
Tribunal international des crimes
contre les Femmes (comité
français)

SCENES DE LA VIE QUOTIDIENNE

Les ministres des Armées se succèdent, les « traditions » demeurent. Les brimades imbéciles, les sévices les plus odieux n'ont pas cessé.

■ Sous Bigeard, l'armée change, mais les bonnes traditions se maintiennent. En voici quelques exemples révélés par les comités de soldats.

Au premier régiment d'Infanterie de Sarrebourg, la publication d'un livre Noir sur la vie dans la caserne par le comité de soldats a fait quelque bruit. Les soldats ont eu la surprise de voir le lieutenant Fétu, mis en cause par le comité, exhiber Rouge au rapport et s'indigner des « calomnies » d'un article qui reproduisait des extraits du Livre Noir... Ce qui n'a pas empêché le nouveau colonel du régiment de se faire communiquer les livres de compte, histoire de vérifier si les accusations du comité de soldats contre Fétu n'avaient pas un petit fond de vérité... Mais il y a plus : les soldats du 1^{er} RI viennent de communiquer à la presse les informations suivantes : Le soldat Champion Dominique de la 4^{ème} compagnie du 1^{er} RI de Sarrebourg étant au poste de police de la caserne depuis le 30 août au soir, aux arrêts simples, a été victime des brimades suivantes :

- Tout d'abord on l'a obligé à se masturber, puis à boire de l'urine et enfin on lui fit manger les matières fécales du soldat 2^{ème} classe Tounsi.

Le samedi 6 septembre, le soldat 2^{ème} classe Tounsi et le caporal chef-Wolf, tous deux aux arrêts, l'ont allongé sur son lit et lui ont infligé une quinzaine de brûlures de cigarettes au niveau du tronc et de la fesse gauche. Puis, à l'aide d'un briquet, ils lui ont ensuite brûlé les poils du pubis. Enfin, ils lui enfoncèrent, d'autre part, le goulot d'une bouteille dans l'anus. Un sergent de la 5^{ème} compagnie l'a découvert et emmené chez l'officier de permanence. Celui-ci l'envoyait aussitôt à l'infirmerie où il se trouve depuis en observation.

Avant que Champion soit aux arrêts simples, le sergent Dufosse de la 4^{ème} compagnie, lui avait infligé une correction (coups de poing au visage) pour lui apprendre, paraît-il, à se défendre. Il garde de ces sévices quelques bleus au niveau de l'oeil gauche.

Autres incidents au 1^{er} RI :

Lors d'un exercice d'ordre serré, un sergent engagé a atteint à la tempe gauche, à l'aide d'une pierre, le soldat 2^{ème} classe Barbe de la 12^{ème} compagnie. Celui-ci a porté plainte auprès du capitaine de la compagnie.

Il y a quelques mois, à l'occasion d'une affaire semblable, certains gradés avaient été sanctionnés à Perpignan. Combien de temps faudra-t-il à Bigeard pour donner son sentiment sur l'excellent climat qui règne au 1^{er} RI de Sarrebourg ?



Très drôle

Toujours dans la continuité. Dans certaines casernes, la hiérarchie militaire pousse le zèle jusqu'à confectionner un journal du régiment parsemé de bonnes blagues et histoires martiales qu'on imagine. Au 4^o Régiment de chasseurs stationné à la Valbonne (ain), la hiérarchie a plus d'humour qu'ailleurs. Le journal du régiment, « le Cavalier de l'Ain » publie « le document » désopilant qu'on lira ci-dessous. Qu'attend Bigeard pour porter plainte contre le commandant de l'unité pour incitation à la haine raciale ?

Baroudeurs

Changement et continuité, enfin. En RFA, on assiste à de nombreuses mutations et à la tête des régiments. Sous l'égide de Bigeard, plus d'un colonel soupçonné de mollesse ou d'incurie face au développement des comités de soldats a dû céder la place, à un personnage plus énergique, plus



« La Valbonne », le 8 septembre 1975. Chers camarades,

Nous prenons l'initiative de vous envoyer la publication intitulée : « Le Cavalier de l'Ain ». Ce mensuel, même s'il comprend dans son équipe rédactionnelle des appelés, émane de la hiérarchie militaire du 4^o Régiment de Chasseurs à la Valbonne (O1). Celle-ci exerce les pleines responsabilités de la rédaction des articles et du contrôle de leur contenu.

En pages 13,14, et 15 vous trouverez un article délirant de rascisme anti-algérien. Nous ne croyons pas utile de commenter ce texte, si ce n'est pour dire qu'il ne constitue pas un fait isolé et exceptionnel.

Un groupe de soldats.

En 1965 en Algérie, les gendarmes continuent à employer le français, qui est presque leur langue maternelle.

La rédaction du Chevalier de l'Ain vous propose de lire le procès verbal (tout à fait authentique), relatif à un accident de la circulation, rédigé dans un français approximatif et tout à fait phonétique.

Mais attention : il ne faut pas voir là une volonté de rascisme. Pas du tout. (sic)

GENDARMERIE POPULAIRE ALGERIENNE

PREAMBULE

Azourd'hui à deux heures, y en a le chiffor qui son venir chez nos ôtres à la brigade : y son dire à nos ôtres à la brigade qui an à l'axident au pont de l'ouled-nina : y son dire que le blaissi y son bocou malade.

Moi et Abad nous sommes tout dé souite partir avec el toumouhbil de dautazion, nous sommes arriivi à deux heures un peu plus.

BLAISSI

Quand nos ôtre y son arriivi, le blaissi y son plain de san partout, y son la tête tout cassi. Le toubib SI TOUFFIK, frère por nos ôtres, y son vinir y son dire et y son écriir sur le papie y en a le tromaïssie kraniiin.

Ça veut dire le blaissi y en a la tête éclati comme oune pastaike.

Le blaissi y s'appel MOHAMED OUD AMAR, y labite Mostagalem, y son complètement fouti pour li, y son mor pour li, pour nos ôtres et pour les frères.

dynamique. C'est le cas au 3^{ème} Régiment de Hussards de Pforzheim où le nouveau venu, le colonel Grillot n'est pas tout à fait un inconnu. Ancien des « commandos Georges » en Algérie, baroudeurs et massacreurs de sinistre mémoire, il s'est efforcé, dès son arrivée, d'imposer un régime de terreur à la caserne. Le comité de soldats du 3^o RH est particulièrement visé. Les méthodes de Grillot sont expéditives. Chantage permanent au TPFA, coupes de cheveux massives, avalanche de punitions : on refuse du monde au « trou » de la caserne ! En recourant à cette vieille tactique éprouvée, Grillot se figure naïvement

qu'il parviendra à briser toute forme d'expression autonome des soldats dans « sa » caserne. D'amères surprises l'attendent.

Ces trois instantanés de l'armée française en disent cent fois plus sur sa réalité actuelle que cinquante discours de Bourges ou articles de la très luxueuse revue « Armée d'aujourd'hui ». Une telle armée trouve les défenseurs qu'elle mérite en la personne des fascistes d'Ordre Nouveau, Dupuy de Méry en tête, qui ont agressé Maxime Le Forestier dans les studios d'Europe 1. Elle est une machine contre-révolutionnaire qu'il faut briser.

RENTREE 75

QUELLES PERSPECTIVES ?

3 fois plus de chômeurs qu'en 68

un mot d'ordre central : la semaine de 35 heures

■ Rentrée 75. Aucun doute n'est permis : dans les 6 mois qui viennent, si Giscard reste en place, c'est le million et demi de chômeurs dépassé, une nouvelle épidémie de licenciements collectifs, plusieurs centaines de milliers de jeunes sans travail, le grignotage continu du pouvoir d'achat de millions de salariés.

Ni les primes visant à faire baisser pour les patrons le « prix du jeune » sur le marché du travail, ni les pourboires distribués **une seule fois** aux vieux et aux familles (façon élégante de refuser une augmentation durable), n'y changeront rien. Le « Plan de relance », malgré l'importance des sommes qu'il met en œuvre, aura autant d'effet que l'aspirine pour soigner la gangrène. Cette crise n'est pas celle d'une politique, c'est celle d'un système, dont la faille éclate au grand jour.

Il n'y a pas d'autre voie que celle de la lutte.

Pourtant, si elles multiplient les déclarations depuis les premiers jours de septembre, les directions réformistes répondent en porte-à-faux. Les discours de rentrée ont déçu : aucune perspective de lutte générale, aucun débouché politique aux mobilisations ouvrières. Marchais l'a rappelé au Parlement : les prochaines élections sont en 78 ; rien ne presse...

Dans l'immédiat, il s'agit surtout de marquer des points au sein de l'Union de la Gauche, quitte pour un temps à la mettre un peu à mal.

Le PC poursuit son cours sectaire : il envoie ses élus faire la tournée des luttes pour vanter le Programme Commun et le PCF, son seul vrai défenseur. Au besoin en court-circuitant la CGT : à Idéal-Standard c'est le parti qui appelle les travailleurs à la grève par-dessus la tête du syndicat... pour écouter parler son député. Réclamer la démission de Ponia ne peut remplacer un véritable débouché politique : la mise à la porte de Giscard !

Le PS, fidèle à lui-même, joue la carte la plus payante électoralement : celle de l'« opposition responsable ». Mitterrand annonce qu'il se sent obligé de contester fermement, mais « sereinement » le plan de relance.

Quant à la direction de la CFDT, engagée beaucoup trop loin dans le soutien à la direction Mitterrand en l'absence de toute échéance électorale, elle fait un peu machine arrière : Maire affirme la CFDT « **contre le stalinisme et la social-démocratie** », et recommence à parler d'autogestion.

Quelle unité ?

La querelle PC-PS n'a pas pour pendant une polémique ouverte entre CGT et CFDT. Maire et Séguy, conscients de l'exigence de la classe ouvrière d'opposer un front uni à l'attaque du patronat, ont annoncé très tôt une série d'initiatives unitaires.

Mais le mouvement syndical n'est pas à l'abri des retombées : dans maints endroits le sectarisme forcené du PCF déteint sur la CGT qui fait cavalier seul. Et, de toute façon, la référence à l'unité n'empêche pas, la direction de la CGT de chercher à faire passer sous la table la CFDT chaque fois que possible. A tel point qu'à Lille Edmond Maire s'est senti obligé d'appeler l'accord du 26 juin à son secours pour rappeler que les décisions unitaires devaient être prises à deux...

Ce qui est condamnable dans cette division, ce n'est pas le débat, ni les divergences en elles-mêmes. Au contraire ce que regrettent beaucoup de travailleurs c'est que tout se passe au-dessus de leur tête et qu'ils n'aient pas les moyens d'en discuter.



Bolbec : chez Boussac on licencie...

Non, le pire dans l'affaire, c'est que la division syndicale peut être un alibi commode pour les bureaucraties, afin de couvrir leur propre inaction.

De cela nous avons déjà deux exemples : celui des chômeurs, et celui des soldats. Alors que le million de chômeurs est dépassé depuis longtemps, il n'y a pas eu encore en France, de réel mouvement d'organisation des chômeurs. Le refus sectaire des deux confédérations de créer des comités unitaires de chômeurs, leur volonté de poser en préalable à toute action militante des sans travail leur affiliation syndicale, ont pesé lourdement. Même chose à l'armée : il est étonnant que le principal argument avoué contre un syndicat de classe des soldats soutenu par les organisations ouvrières, ce soit précisément le pluralisme syndical.

Une plate-forme de lutte

Avancer des perspectives en cette rentrée, c'est d'abord avancer une plate-forme de lutte mobilisatrice pour l'ensemble de la classe ouvrière, contre le chômage et la hausse des prix.

Or la plate-forme commune CGT-CFDT pour le 23 septembre est vide et floue sur des revendications essentielles face à la crise :

- face au chômage, elle se contente de revendiquer une « réduction du temps de travail sans perte de salaire », sans donner le moindre chiffre précis.

- face à l'inflation elle avance 1700 F minimum, mais passe sous silence la revendication des 300 F pour tous avancée par la CGT et la CFDT dans plusieurs dizaines de grèves depuis le printemps ; et surtout elle parle dans la vague de « **garantie des ressources** », ce qui veut dire tout et rien, sans parler d'échelle mobile, ni de garantie automatique, du pouvoir d'achat par réajustement mensuel sur un indice fidèle des prix.

On ne mobilise pas les travailleurs sur des catalogues interminables ni sur des revendications-devinettes. Il faut avancer des mots d'ordre clairs, en petit nombre, et s'y tenir. Un des mots d'ordre clés de cette rentrée, c'est **la semaine de 35 H sans perte de salaire**. La solution ouvrière au chômage c'est le partage de tout le travail existant entre tous les travailleurs, sans diminution de salaire.

S'il faut mettre l'accent sur cette revendication, c'est non seulement parce qu'elle répond à la situa-

tion objective (3 fois plus de chômeurs qu'en 68), mais aussi parce qu'elle a une dimension politique : se battre pour avoir aujourd'hui le temps de vivre, et demain le temps de diriger collectivement la société.

Leur crise

Comment sortir de la crise ? Le débat sur la relance à l'Assemblée a vu le PC et le PS, malgré quelques variantes, s'évertuer tous deux à démontrer aux travailleurs et à la bourgeoisie que l'économie (capitaliste) pouvait avantageusement être relancée non par l'aide aux investissements, mais par « **le développement de la consommation intérieure** » ; les revendications ouvrières seraient ainsi justifiées, parce qu'elles contribueraient à développer la production.

C'est là se battre sur un bien mauvais terrain : pour fonder des revendications, il est vain de partir de la capacité de résistance des finances patronales ou de leur effet supposé sur l'économie. La crise actuelle est **leur** crise, pas la nôtre. Patronat et Gouvernement en sont collectivement responsables. La seule chose à prendre en compte, c'est la capacité des travailleurs à se mobiliser pour les obtenir. Si le gouvernement se montre incapable de les satisfaire, qu'il s'en aille.

Le calendrier des initiatives de rentrée est maintenant fixé : une mobilisation le 4 octobre sur l'emploi et les jeunes, et une journée-relai le 23 septembre, pour laquelle CGT et CFDT appellent les travailleurs « **à cesser le travail et à manifester partout selon les modalités qu'ils décideront avec leurs organisations syndicales** ».

Quelles que soient leurs limites, ces journées doivent être l'occasion pour les militants révolutionnaires, de faire chaque fois que possible des AG, d'impulser la discussion sur les revendications et les perspectives de lutte, et de commencer à marquer un rapport de force face au patronat et au gouvernement.

Le 4 octobre les jeunes des lycées et des CET viendront également sur leurs mots d'ordre manifester leur volonté de lier systématiquement les luttes de la jeunesse et celles du mouvement ouvrier. Contre le gouvernement Giscard, au coude à coude.

IDEAL-STANDARD 2.500 fois

Dans cinq usines, les travailleurs sont menacés de se retrouver sur le pavé.

■ « Ici, tu vois, 500 gars sont partis de l'usine en un an. La moyenne d'âge de ceux qui restent c'est 41 ans. Ils sont installés sur place ; ils ont leurs gosses à l'école ou en CET. Les immigrés ne pensent pas à retourner au pays. Pour eux, si la boîte ferme c'est un désastre. C'est pour ça qu'ils sont prêts à se battre ».

Ça faisait des mois que la menace planait : depuis un an, les usines du trust avaient encaissé du chômage partiel à raison de 26 heures par semaine. Les patrons avaient alterné licenciements et « départs volontaires ». Résultat : depuis 73, les effectifs des 5 usines françaises d'Idéal étaient passées de 5.700 à 3.500 personnes. Cela n'a pas suffi à restaurer un taux de profit suffisant aux yeux des PDG américains. Ils ont décidé de larguer l'affaire. Le 21 juillet, les administrateurs ont démissionné. Depuis, dans cinq usines, les travailleurs sont menacés de se retrouver sur le pavé.



Sipa-press

Idéal vaincra, sinon on reviendra

La riposte a commencé aussitôt. Dès la fin juillet à Dammarie, il y a eu une manif à la Préfecture. Mais au mois d'août le personnel était en vacances et rien d'autre ne s'est passé que quelques démarches auprès des autorités.

Pourtant, dès le 28 août, une AG d'information convoquée par lettres, à rassemblé 400 travailleurs, avant même la reprise du travail. Toute la première semaine de septembre assemblées, prises de paroles, discussions se sont multipliées dans l'usine. Les gars étaient combatifs, mais pas prêts à occuper l'usine avant la décision définitive du Tribunal de Commerce.

La première grosse mobilisation s'est faite, le jeudi 11 à Paris. Un grand moment : 2500 personnes, avec pour objectif initial... l'ambassade américaine. Toutes les boîtes étaient là : Dammarie, Aulnay, Argenteuil, Blancmesnil, le siège, Dôle, Autun. Le cortège était chaud. On criait : « **Non aux licenciements ; non au démantèlement** », « **Idéal vivra** », mais aussi : « **Les patrons licencient, licenciés les patrons** ». La manif n'a pas fait cent mètres, qu'elle se frotte à un cordon de flics arrogants, le fusil à la bretelle. La colère monte : « **CRS-SS** ». Certains parlent même de la Corse. D'autres réclament des broches à rotir pour les poulets. Tout cela n'a rien d'un défilé traîne savate. Des gars du PC essaient de faire scander : « **Une seule solution, le programme commun** ». Sans succès. D'autres mots d'ordre sont massivement

repris : « **Ohé, la télé, Idéal est dans la rue** », « **Idéal vaincra, sinon on reviendra** », « **Giscard licencie, Ponia matraque** ». Dans le cortège de Dôle, on entend même : « **Idéal Nationalisé** » (alors que l'usine ne figure pas sur la liste prévue par le Programme Commun).

La manif arrive vers l'Etoile. Dans l'enthousiasme général, on décide un sit-in sur les Champs-Élysées. Une fois n'est pas coutume : 2500 prolétaires posant leurs fesses avec une insolence calculée sur le bitume des quartiers chics ! Et l'on recommencera à l'Arc de Triomphe pour bien marquer le coup.

Ce soir-là tout le monde repart regonflé. En revenant sur l'autoroute, les travailleurs d'Autun découvrent au péage... le sénateur-maire. Tous descendent, bloquent l'autoroute, et le coincent pendant une heure, jusqu'à ce qu'il accepte de les rencontrer le lendemain. Ce jour-là, à 300, ils vont le voir et le séquestrent jusqu'à neuf heures du soir.

PC-PS : les grandes manœuvres

Très tôt, le PC et le PS ont rivalisé pour apparaître en tant que tels sur l'entreprise de Dammarie. Non sans arrière-pensées : la municipalité est PC-PS (80 %-20 %) et le PS espère bien aux prochaines élections ramener la proportion à 50-50. La course est ouverte.

Le PS se place le premier, en intervenant pendant les vacances (tracts, pétition) pour occuper le terrain. Mais début septembre, le PCF décide de frapper un grand coup : il appelle par-dessus la tête de la section syndicale le personnel à débrayer

pour venir écouter Bordu, le député du « **seul parti qui défend réellement les intérêts de la classe ouvrière** ». Bordu parle de la crise et du Programme Commun. Mais le PS revient très fort : moins d'une semaine après, c'est Vivien, le député, qui recommence la même opération dans l'usine. Habile, il commence par expliquer que cette usine lui tient à cœur : « **Mon oncle y était délégué en 36 ; il fut licencié en 37. Inutile de vous expliquer pourquoi**... Le verbe est gauche. Il parle de lutte et d'autogestion.

Philosophe, un ouvrier de l'entreprise explique à un copain : « **tu sais, ils viennent là. Ce n'est pas pour Idéal. C'est pour eux. Remarque, c'est normal, chacun défend son beefsteack**... ».

Préparer l'occupation

Le Tribunal de Commerce devait faire connaître son verdict le 29 août. La décision, déjà remise au 15 septembre, vient à nouveau d'être reportée d'une semaine. Il paraîtrait que la S.G.F. (société générale de fonderie) serait intéressée par deux usines : celle d'Autun et de Dôle, qu'elle serait prête à reprendre, moyennant une aumône de 8 milliards du gouvernement et quelques cadeaux annexes. Quoi qu'il en soit, rien n'a été annoncé pour les deux boîtes les plus combattives du trust : Dammarie et Aulnay. Et ce nouveau report pourrait bien être une manœuvre visant à démobiliser les travailleurs regonflés par la dernière manif.

C'est pourquoi, dans les jours qui viennent, la tâche est avant tout de maintenir la pression et de préparer systématiquement l'occupation de l'usine, dans l'hypothèse (probable) d'une fermeture. On parle à Dammarie d'une baisse des cadences. La fonderie a déjà réduit les rythmes de production. Il serait possible d'étendre la chose à toute l'usine : « **ils risquent de décider de nous foutre à la porte dans une semaine. Ce n'est pas la peine de faire du zèle**... » Les travailleurs d'Aulnay, de leur côté, avaient proposé un blocage des stocks, pour que rien ne sorte de l'usine. L'idée est à retenir.

Enfin, pour développer la mobilisation dans la semaine qui vient et préparer l'occupation, il s'agit maintenant de mettre effectivement en place le comité d'action, que la CGT et la CFDT ont appelé à constituer lors d'une assemblée générale. Il s'agit de faire en sorte qu'un maximum de travailleurs se mobilisent et s'affirment prêts à prendre des responsabilités dans la perspective d'une occupation. L'idée est très populaire dans l'usine. Déjà des gars sont



NON !

prévus pour y participer : en production, des gars se sont proposés avec l'appui de leur atelier ; dans certains secteurs de l'entretien, ils ont été désignés sur proposition des délégués. Demain sa prochaine : réunion doit avoir lieu.

Le 15 septembre
Correspondant Idéal

DERNIERES MINUTES

Aulnay : mise en place d'un comité de surveillance des stocks, composé de représentants syndicaux et de non syndiqués.

Dammarie (Melun) : les syndicats et l'ensemble des travailleurs du magasin ont décidé mardi 16 de bloquer les expéditions qui partaient pour les autres filiales européennes du trust. Un camion devant partir pour l'Allemagne et qui était déjà à moitié rempli a même été déchargé.

Dôle : 600 travailleurs occupent la gare Mercredi 17 empêchant les trains de partir.

CREDIT LYONNAIS (PARIS) SNCF (LYON PERRACHE) :

deux batailles pour la libre expression politique dans les entreprises

● **Chaîne, PDG de fraîche date au Crédit Lyonnais, est allergique aux activités syndicales : des militants prennent la parole dans leur service ? sanctionnés ! Des délégués dépassent leur crédit d'heures ? Il ampute leur salaire (15 retenues en juillet, 30 en août, dont certaines de 1.000 F).**

Quant aux activités politiques il ne les supporte pas, aussi quand le PCF, poursuivant sa tournée nationale sur les entreprises, a voulu organiser des réunions au Crédit Lyonnais, la répression patronale s'est abattue avec violence :

● **Réunion avec Paul Laurent. Le C.E. prête une salle au PCF : blâme aux trois membres du bureau du C.E.**

● **Assemblée-débat avec Parfait Jeans. Nouvelle sanction contre Weibel, le secrétaire CGT du CE qui voit son indice salarial définitivement rabaisé de 80 points (400 F de moins par mois !). Et, pour faire bonne mesure, Chaîne traduit le C.E. en justice.**

La riposte du personnel a été massive : le 4 septembre, ce sont 1.500 employés qui se sont mobilisés contre la répression. Les militants du PSU, de la LCR et de Révolution ont sorti un tract unitaire contre cette répression syndicale et politique : après avoir dénoncé ces attaques qui visent à en préparer d'autres contre les conditions de travail et de salaire au nom de la rentabilisation, et dénoncé le bluff de l'entreprise « **terrain neutre et apolitique** », il conclut : « **L'ensemble des employés est**



Adjja

BOUSSAC LICENCIÉ...

Pour une petite ville comme Bolbec, les licenciements représentent près de 20 % de la population active.

■ L'empire Boussac : des dizaines d'usines textiles dans toute la France, deux journaux : l'Aurore et Paris-Turf, une écurie de chevaux de course... une fortune bien assise. Après une longue période de réductions d'horaires Boussac a décidé de fermer ses trois usines de Normandie.

la relance selon Boussac

Boussac en Normandie : trois usines disséminées entre le Havre et Rouen, à Bolbec (724 travailleurs), Lillebonne (215) et Caudebec (45). Le 2 septembre en rentrant de vacances les travailleurs apprennaient la fermeture de leurs usines pour janvier prochain. Pour une petite ville de 13 000 habitants comme Bolbec c'est la catastrophe ! Les licenciements représentent près de 20 % de la population active. Le patronat Boussac justifie ces licenciements par la conjoncture économique et la concurrence des importations. Mais il se garde bien de dire que lui-même investit dans les pays sous-

veloppés, où la main d'œuvre très bon marché lui assure des profits confortables. Il affirme ne pas détenir les 90 millions de francs nécessaires à la modernisation de ses usines, mais où est donc passé alors l'aide importante qu'a reçu le groupe Boussac, des banques et de l'Etat pour son plan de restructuration ? La crise n'est pas la malvenue pour tout le monde.

Les « personnalités » politiques de la région appartenant à la majorité, du député Bettencourt au ministre Lecanuet en passant par les maires de Bolbec et de Lillebonne s'emploient à des discours légalisants destinés à rassurer les travailleurs. Ils parlent de rachat possible des usines par un industriel. Mais quel patron voudrait racheter un matériel aussi vétuste. Ils évoquent sans préciser les possibilités de reclassement. Mais il y a belle lurette que de nouveaux emplois n'ont pas été créés à Bolbec. En 1962, il était question de la création d'une zone industrielle. En 1975, la première pierre n'est toujours pas posée.

jamais vu à Bolbec

Le PC et ses militants sont très présents. Les travailleurs de chez Boussac n'ont certainement jamais vu autant de poitrines barrées de tricolore à la porte de leurs usines. Ils ont eu droit à la visite de J. Eberhard sénateur communiste du département, de R. Leroy député, de C. Privat conseiller général... On ne peut que se féliciter de l'ardeur du PC à défendre des travailleurs menacés dans leur emploi. Mais les initiatives et les perspectives proposées restent bien minces. En dehors du programme commun combiné à l'adhésion au PC, il ne reste pas grand chose. Ainsi Malvasio, membre du comité central déclare à un meeting : « pour sortir de la crise, il n'est qu'un chemin celui de la lutte ». Mais précise aussitôt : « lutter efficacement pour l'application du Programme Commun ». Le cercle local des JC se félicite dans un tract de 17 nouvelles adhésions, mais n'offre aucune perspective de mobilisation et de lutte.

programme commun et tricolore

L'origine rurale des travailleurs du textile de Bolbec et Lillebonne, la politique paternaliste suivie depuis toujours par Boussac, l'absence de traditions de lutte expliquent en partie le désarroi, la résignation même de certains. Seul syndicat présent sur la boîte (où le taux de syndicalisation est très bas, moins de 10 %) la CGT a réussi à amorcer un début de mobilisation. Débrayages d'une demi-heure largement suivis le 3 et le 4. Le 5 septembre, à l'appel de la CGT, auquel étaient joints la CFDT, le PC et le PS, 2 000 travailleurs ont manifesté dans les rues de Bolbec. Cela ne s'était jamais vu. A Lillebonne, une semaine après, scènes



Adjja

rio comparable. Plus de 800 personnes qui scandent unanimes, « non aux licenciements » et « Boussac du boulot » ; tandis qu'au slogan lancé par les militants du PC « Union, action, Programme commun », fait écho « le pouvoir aux travailleurs » repris par les manifestants les plus radicalisés.

une réponse à l'échelle du trust

Nous doutons que les insatations

pour l'application du Programme Commun apportent les réponses aux problèmes des travailleurs de Boussac. La direction Boussac en fermant ses trois usines de Normandie a décidé de frapper un grand coup. La réponse des travailleurs doit être à la hauteur des intentions de la direction. Outre la fermeture des usines de Normandie, Boussac met en chômage technique 6 000 de ses ouvriers dans les Vosges, annonce de prochains licenciements à Elbeuf et Paris. C'est une réponse à l'échelle du trust qu'il faut envisager et donc préparer dès maintenant.

Face à un patron décidé comme l'est Boussac, il faut se préparer à des formes de luttes susceptibles de le faire céder, l'occupation des usines doit être discutée et s'il le faut préparée. Les travailleurs de Boussac doivent être fermes : « Pas de licenciements ». Et si Boussac maintient sa décision, si aucun acheteur se présente, pourquoi pas la nationalisation sans indemnité du trust Boussac.

Correspondant
Bolbec le 15.9.75

concerné par la défense des libertés syndicales et par le droit au débat politique dans l'entreprise. Et seule la mobilisation du personnel permettra d'imposer ces droits. Pour parvenir à cette mobilisation et face à la répression, il ne peut être question d'initiatives dispersées et sectaires (à ce sujet, nous pensons que le PCF a eu tort d'engager une campagne seul, sans explication préalable aux travailleurs) (...) Nous pensons que désormais un front uni de toutes les organisations syndicales et politiques (PC, PS, LO, PSU, LCR, OCR) est nécessaire pour défendre les droits syndicaux et imposer le droit à des débats politiques publics (...) UNITE DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS ORGANISATIONS CONTRE LA REPRESSION.»

Au crédit Lyonnais, l'unité des organisations politiques et syndicales, pour imposer le droit de libre expression politique absolument nécessaire. Cette unité est indispensable si l'on veut éviter que le personnel ressente l'action dispersée de chaque groupe politique pour son droit à la parole et contre les sanctions comme autant de diversions par rapport aux problèmes syndicaux.

Même type de bataille chez les cheminots de Lyon-Perrache : après l'interdiction par la direction d'une prise de parole d'un député du PCF, une pétition a circulé s'indignant de « l'attitude du pouvoir d'empêcher les représentants des partis et organisations politiques de débattre devant les travailleurs » et qui conclut : « C'est par une bataille unitaire de toutes les organisations du mouvement ouvrier que nous imposerons ces droits. » 70 cheminots l'ont signée, tant militants syndicaux que militants des partis et organisations politiques (PC, PS, LCR...).



Manifestation à Bolbec le 5 septembre



Adjja



Adjja

C.F.D.T. la troisième voie?

■ L'année passée a été une année assez difficile pour la CFDT. En effet, elle s'est trouvée embarquée dans l'opération de ravalement du PS au moment où la polémique PC-PS ternissait la dynamique unitaire et jetait la suspicion sur le PS.

Mal à l'aise sur le plan politique, elle n'était pas non plus tout à fait à son affaire sur le plan social dans la mesure où la crise relativisait les luttes « exemplaires » et les revendications « qualitatives » à travers lesquelles elle avait pris l'habitude d'affirmer son originalité.

Une rentrée difficile

La crise se prolonge et s'aggrave, et la rentrée ne s'annonce guère facile pour la CFDT d'autant que le sectarisme du PCF et de la CGT n'a jamais été aussi grand. En effet, le PCF se lance dans un activisme tout azimut suivi jusqu'à présent par la CGT, relativisant du même coup le front intersyndical. Et Edmond Maire, dans son discours de Lille, a été obligé de rappeler à son partenaire qu'il fallait « en revenir aux principes de l'accord interconfédéral du 26 Juin 74, tendant à ce qu'il y ait véritablement élaboration commune des formes d'action » ce qui, par contre coup, révèle durement que cet accord était essentiellement un accord de sommet sans réelle dynamique à la base.

La CFDT risque donc, si elle ne réagit pas, de « passer sous la table » car ce n'est pas le PS qui peut répondre à sa place dans les entreprises à l'activisme sectaire du PCF. D'autant que la direction du PS est surtout soucieuse de maintenir sa crédibilité « institutionnelle » pour les prochaines échéances électorales, à coups de débats parlementaires, de motions de censure, de conférences de presse et de contre-plans.

En attendant 78... Pas de recette magique !

Mais la majorité de la direction cédétiste n'entend pas non plus remettre en cause « l'acquis » fondamental commun du PS et du PCF : pas de changement politique possible hors des échéances électorales !

Edmond Maire, lors de sa conférence de presse, précédant son discours de Lille, l'a clairement affirmé : « Il n'est pas de changement politique prévisible à court terme, et nous allons vers une période de recherche de solution par la négociation ». Ainsi la nécessité d'un débouché politique aux luttes, au nom de laquelle la majorité de la direction cédétiste avait justifié l'opération des Assises est aujourd'hui gommée, alors qu'Edmond Maire lui-même parle du gouvernement Giscard comme « d'un gouvernement disqualifié » !

Donc en attendant 78, que peut-on faire d'autre que d'harcéler le gouvernement en multipliant les luttes. « A chaque situation doit correspondre une bataille » devait déclarer le secrétaire général de la CFDT, comme si la situation n'appelait pas une bataille nationale coordonnée. Mais, évidemment une telle bataille ne peut se mener que par des mots d'ordre simples, unificateurs pour toutes les couches de la classe ouvrière. Or, Edmond Maire « ne croit pas à une revendication unique », véritable « Recette magique ». Pourtant, la revendication de la semaine de 35 heures, sans diminution de salaire ne permet-elle pas d'unifier ceux qui travaillent et ceux qui sont au chômage, ceux du privé et ceux du public, ceux en chômage technique et ceux qui font des heures supplémentaires... Mais les confédérations en restent à la revendication « raisonnable » de 1936 : les 40 heures ! Pourquoi ? au nom de quelle logique ?

changer la vie

Le PCF a sa recette pour sortir de la crise : augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, et à chaque ouvrier sa bagnole, et ainsi plus de crise de l'automobile !



La CFDT plus sensible à la « qualité de la vie » propose non seulement d'augmenter le pouvoir d'achat et d'assurer la garantie de l'emploi des travailleurs, mais elle estime que ces « mesures urgentes » seraient encore insuffisantes à remettre « l'économie sur les rails (sic). Nous nous battons en même temps pour que cette activité économique soit orientée vers la satisfaction des besoins de la grande masse de la population, qu'elle soit appuyée sur le développement de productions socialement utiles, durables et de qualité le développement des équipements collectifs, sur le développement économique équilibré du territoire ». Tout cela est bel et bon, mais la vraie question que ni les uns ni les autres ne posent est : qui décide ? Les patrons ou les travailleurs ? En fonction de quelle logique ? Celle du profit ou celle de la planification en fonction des besoins ?

Il n'y a qu'une solution pour sortir de la crise : l'expropriation des capitalistes et le pouvoir des travailleurs... et pour cela il faut commencer par chasser le gouvernement sans attendre 1978.

Unité ou sectarisme

Et pour chasser le gouvernement il faut unifier la classe ouvrière. Ce n'est hélas ce que fait ni la CGT ni la CFDT, lorsqu'elles proposent de créer chacune pour leur part, leurs

comités de chômeurs syndiqués, au lieu de comités unitaires syndiqués - non syndiqués liés aux deux organisations syndicales, lorsqu'elles proposent d'organiser leurs propres appelés en combattant pour la CGT ou en abandonnant pour la CFDT la perspective d'un syndicat unitaire des travailleurs sous l'uniforme, lorsqu'elles veulent avoir leurs organisations de jeunesse chez les collégiens et les lycéens sans oeuvrer à la reconstruction d'un mouvement unitaire démocratique lié aux deux organisations syndicales.

« Ni trahison, ni bureaucratie »

Dans cette situation donc, sans perspective politique immédiate, confrontée au sectarisme du PCF et de la CGT, la CFDT ne peut se contenter de ses liens intimes avec le PS. Il lui faut reprendre son originalité politique en se réaffirmant avec force sa « perspective auto-gestionnaire » « plus actuelle que jamais ». Ainsi Edmond Maire condamne-t-il la double impasse de la social-démocratie et du stalinisme en ces termes « la classe ouvrière de notre pays ne serait-elle pas toujours déchirée entre la trahison et la collaboration de classe et l'impasse des régimes bureaucratiques où le pouvoir appartient à l'appareil du parti ? ». Quel aveu ! Le PS malgré tous les efforts de la direction de la CFDT, serait donc toujours le parti de la trahison et de la collaboration de classe !

Hélas, la majorité actuelle de la CFDT n'est plus elle-même très crédible dans cette recherche d'une troisième voie, alors qu'elle a organisé l'opération des Assises, alors qu'Edmond Maire signe la pétition de Jean Daniel à côté de Bergeron, alors que le numéro spécial de syndicalisme hebdo sur le Portugal ne parle pas une fois des commissions de travailleurs, d'habitants, de paysans et de soldats qui se développent au Portugal et sont la seule voie pour développer l'unité au sein de la classe ouvrière alors que Jeannette Laot réclame au côté de Soares qu'au Portugal « Le jeu démocratique soit respecté et qu'il soit tenu compte de la volonté populaire, telle qu'elle s'est exprimée lors des élections à l'Assemblée Constituante ».

le 13.9.75
René Yvelot



mener la révolution jusqu'à son terme

*Le sixième gouvernement
va avoir fort à faire.*

Son existence même pourrait bien être mise en question par les grèves et les mouvements avant même sa constitution officielle

« Une autorité démocratique forte et ferme pour la paix, l'ordre, la tranquillité, et le respect des libertés »

■ C'est avec ces mots que l'amiral Pinheiro de Azevedo résumait, samedi soir à la télévision, la plate-forme de son sixième gouvernement provisoire. Sur cette base, les ministres devaient être désignés dans les jours suivants, avec l'assentiment et la participation du PS, du PPD et du PCP même si aucun des secrétaires généraux des trois formations n'en fait partie.

la loi et l'ordre

Comme un hommage du vice à la vertu, la plate-forme gouvernementale fait encore référence au socialisme sans toutefois mentionner le « document-guide sur le pouvoir populaire » adopté par l'assemblée du MFA le 8 juillet dernier et qui avait provoqué la démission du PS et du PPD. Mais l'essentiel est clairement ailleurs : dans le désir de « renforcer l'autorité » d'un gouvernement qui doit être l'expression de « la volonté majoritaire du peuple portugais » ; dans la garantie donnée au fonctionnement de l'Assemblée constituante qui est censée représenter cette « volonté majoritaire » PS-PPD ; dans l'annonce d'une remise en ordre — contre le PCP — de l'appareil d'Etat et — contre les commissions de moradores (habitants) — de rapides élections municipales ; dans « le rétablissement du pluralisme des organes d'information », « de la démocratie dans les organisations syndicales » ; dans « la publication d'une législation sévèrement répressive contre les groupes civils armés », « l'arrêt des épurations abusives » et le « retour au fonctionnement équilibré des tribunaux ».

Sur le plan économique, Pinheiro de Azevedo a annoncé « la pause » : « la clôture de la phase des nationalisations » et « la réanimation du secteur privé », « le renforcement de relations économiques avec tous les pays et particulièrement avec l'Association européenne de libre échange et le Marché commun ».

On s'en doute, le PPD est satisfait. Le PS, lui, exulte. Mario Soares, débarquant le lendemain à Francfort pour parler gros sous avec Willy Brandt annonce cyniquement : « les conditions pour une aide économique sont maintenant réunies puisque le Premier ministre désigné a renforcé le pluralisme politique et que le Portugal se dirige vers le socialisme par la voie démocratique. » Il y avait donc un blocus de la bourgeoisie européenne

et notamment allemande auparavant ? Dont acte. « Il s'agit d'un virage qui peut être historique dans la politique portugaise », ajoute Soares qui s'y connaît.

Pour faire le virage, le « groupe des neuf » a déjà retrouvé sa place au Conseil de la Révolution. Il siègera en force au prochain gouvernement, dont Melo Antunes sera probablement ministre des Affaires étrangères. Côte à côte avec une majorité de ministres PS et PPD et la caution d'un ou deux représentants du PCP, les « modérés » s'efforceront de ramener l'ordre dans la société et la discipline dans l'armée. Et pour donner des gages de leur bonne volonté, ils annoncent déjà que **Republica et Radio-Renaissance** doivent être restitués à leurs « légitimes propriétaires », la direction du PS et la hiérarchie de l'Eglise. Quant au principe de l'unicité syndicale il serait « en discussion ».

P.C.P. : deux fers au feu

« Le PCP ne participera pas à un gouvernement de coalition comme ceux qui ont déjà existé et il est également opposé à un gouvernement qui ne respecte pas les conquêtes des travailleurs, particulièrement la réforme agraire et les nationalisations » déclarait Alvaro Cunhal au meeting du PCP le 11 septembre à la COMETNA avant de dénoncer à juste titre le PPD comme « un parti de la droite réactionnaire ». Le PCP passait-il dans l'opposition ? Pas du tout : « Mais nous ne nous opposons pas à ce qu'un Premier ministre, tel que Pinheiro de Azevedo, puisse compter sur la collaboration, à titre non officiel, d'éléments du PCP ainsi que d'autres partis, y compris du PPD ».

Croyant ainsi réussir à concilier l'inconciliable — dénoncer le gouvernement de coalition et y participer — la direction du PCP met deux fers au feu. Après bien des tergiversations elle accepte finalement les strapontins gouvernementaux (sans doute transports et communications) qui lui sont offerts, de peur de se voir totalement écartée de l'appareil d'Etat où les représentants du PCP sont en train d'être largement marginalisés. Mais en même temps, Cunhal et les dirigeants du PCP multiplient les professions de foi en faveur du « processus révolutionnaire » et contre « ceux qui tirent en arrière », allant jusqu'à proposer, le 12 septembre, l'inclusion des « partis révolutionnaires » d'extrême-gauche dans la liste gouvernementale. Un pied dans le gouvernement, un pied dans l'opposition, la direction du PCP se

retrouve en position bien inconfortable. Après de longs mois d'une guerre verbale contre « la social-démocratie » — direction et basé du PS souvent mises dans le même sac réactionnaire — et de condamnation sans appel de la « subversion contre-révolutionnaire » du PPD, les militants et sympathisants du PCP assistent, médusés, au spectacle de leur direction prête à participer, avec les « officiers modérés », la direction du PS et le PPD, à un gouvernement de coalition « qui ne respecte pas les conquêtes des travailleurs ».

« Il n'y aura pas de coalition avec le PPD » déclarait péremptoirement la Commission politique du PCP le 11 septembre. Le 14 l'accord était conclu sur une participation « à titre non officiel ».

Dans un communiqué, la section d'information et de propagande, « pour ne pas perdre de temps à démentir chaque fois les provocations politiques des forces fascistes et impérialistes, nationales et étrangères », dénie « toute division au sein de la direction du PCP ». La base du PCP réclame pourtant des éclaircissements : à Setubal, la grande ville industrielle au sud du Tage, des militants refusent désormais de se réunir en cellules pour pouvoir discuter en assemblée générale de l'orientation de la direction de leur parti. Le désarroi est aussi à son comble dans les principaux quartiers de la capitale et de la ceinture industrielle de Lisbonne où de nombreux membres et sympathisants se tournent vers les organisations révolutionnaires.

C'est que l'explication donnée par la direction du PCP à son dernier revirement, qui ne va pas sans entraîner des remous au sein même du Comité central, est peu convaincante. La plate-forme du sixième gouvernement serait une « base d'accord anti-fasciste » ; à ce titre, à ce titre seulement, le PCP y souscrirait. Mais que dire d'un « accord anti-fasciste » dont l'une des premières préoccupations est de désarmer les milices ouvrières existantes et de les soumettre à « une législation sévèrement répressive » si elles ne l'acceptent pas ?

En essayant de sauvegarder, par sa participation gouvernementale, quelques positions dans l'appareil d'Etat, la direction du PCP espère aussi être en position plus favorable pour continuer à jouer des coudes dans les institutions bourgeoises militaires et civiles dès que l'occasion s'en représentera. L'hostilité naissante du mouvement de masse à ce type de gouvernement l'oblige déjà à essayer de s'en démarquer pour maintenir son prestige et son hégémonie dans certains secteurs de la classe ouvrière.

Mais c'est un jeu extrêmement périlleux et qui peut compromettre à la fois la place du PCP au gouvernement et le contrôle qu'il exerce sur une importante avant-garde de travailleurs.

La direction du PS pourrait d'ailleurs connaître rapidement les mêmes problèmes. Le sectarisme de la direction stalinienne lui a fait jusqu'à maintenant la part belle pour poser au « défenseur de la démocratie ». Mais quand les travailleurs, y compris les travailleurs influencés par le PS, seront attaqués dans leurs conquêtes et dans leurs revendications par le gouvernement à majorité PS, Mario Soares et ses collègues sociaux-démocrates auront du mal à continuer à expliquer qu'ils protègent « la volonté populaire » contre les « entreprises totalitaires ».

Le décret du Conseil de la Révolution interdisant à la presse de publier les informations provenant des casernes et auquel tous les journaux (y compris le *Jornal Novo*, sympathisant du PS) ont passé outre, donne un avant-goût de ce qui les attend.

M.F.A., B, C, D...

Après en avoir conféré ensemble, le général Fabião (chef d'état-major de l'armée) et le général Otelo Saraiva de Carvalho (commandant en chef du COPCON) ont exprimé « leur préoccupation face à la dissolution de la discipline militaire ». Ces déclarations suivaient de peu la manifestation des soldats appelée par le SUV (Soldats unis vaincrons) à Porto. Simple coïncidence ? sûrement pas. Les généraux sont préoccupés : tant que le MFA conservait une unité de façade, il était facile aux officiers supérieurs de prêcher la discipline (la « discipline révolutionnaire » bien entendu !) auprès des soldats. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas : le MFA, après sa dernière assemblée-croupion et la « restructuration » à droite du Conseil de la Révolution est brisé en morceaux. MFA ? les Portugais répondent en souriant : lequel ? MFA, B, C, D... Des officiers comme ceux qui avaient souscrit au document « Autocritique révolutionnaire du COPCON », rompent même ouvertement avec lui, comme Matos Gomes, capitaine démissionnaire des commandos d'Amadora, comme le major Tomé de la police militaire de Lisbonne et comme beaucoup d'autres.

« Seule l'alliance des organes populaires de base et des militaires organisés dans leurs casernes permettra de modifier la structure de l'armée » disait Matos Gomes en écho à la manifestation des soldats du



Fotofila

mener la révolution jusqu'à son terme

suite de la page 17

SUV. « Aujourd'hui 11 septembre, jour de tristesse pour le Chili et pour nous aussi, nous affirmons que nous ne permettrons pas que le coup chilien se reproduise chez nous, pas même pour une seule minute », disait le major Campos Andrada, commandant de la Police militaire de Lisbonne lors de la dernière assemblée plénière du régiment, tenue en présence d'observateurs des commissions de travailleurs et de moradores de la zone. Cette assemblée, après avoir réaffirmé son opposition à l'embarquement pour l'Angola, et exigé le retour immédiat des troupes portugaises (tout en dénonçant le MRPP pour ses tentatives divisionnistes) vota unanime la motion suivante :

« Considérant les dernières décisions du Conseil de la Révolution en ce qui concerne la publication dans la presse de déclarations de caractère politico-militaire approuvées par les unités des Forces armées ; considérant la décision des organes d'information de ne pas se soumettre à de telles mesures, le Régiment de Police militaire, réuni en assemblée

plénière d'unité, réaffirme que sa position est et sera toujours aux côtés de la classe ouvrière. »

L'assemblée de l'EPSM (Ecole du Service du matériel) de Socavem, devait pour sa part appeler à « l'union de tous les camarades soldats et marins pour la défense des camarades de Republica et de Radio-Renaissance ». A l'EPAM (Ecole pratique d'administration militaire) de Lisbonne et au CICA 1 (Centre d'Instruction des conducteurs automobiles) de Porto, des réunions semblables ont eu lieu. A l'EPAM, l'assemblée se conclut debout, au chant de l'Internationale.

« Ramener la discipline dans l'armée » signifie mater ce mouvement-là, qui pour l'instant s'étend. Le MFA disloqué par sa crise est incapable de le faire au nom du « processus révolutionnaire ». C'est donc la hiérarchie galonnée elle-même qui devra passer à la répression, si elle veut traduire ses intentions en actes. L'embarquement de la Police militaire pour l'Angola était une première tentative qui a échoué ; la manifestation de Porto une première riposte qui a largement réussi et qui sera bientôt suivie d'une seconde à Lisbonne. Là-aussi les travailleurs sous l'uniforme passent à la lutte ouverte, irréconciliable, contre les bourgeois sous l'uniforme.

la pause est mal partie

Après cinq gouvernements de collaboration de classe successifs depuis le 25 avril 1974, ce sixième a le

mérite essentiel de mettre les choses au point. C'est un gouvernement « d'ordre », de « pause ». Ainsi, la situation s'éclaircit : d'un côté un « premier ministre qui disposera d'instruments efficaces pour l'exercice du pouvoir, ayant à sa disposition des forces capables d'accomplir leur devoir avec discipline et sacrifice, et bénéficiant de l'engagement des forces progressistes à appuyer l'exercice de l'autorité et à combattre sa contestation » ; de l'autre un mouvement de masse en pleine ascension depuis le début de l'été et nourri en ce début d'automne par l'aggravation de la situation économique du capitalisme portugais.

Le gouvernement va avoir fort à faire. Il n'est pas certain que son existence même ne soit pas mise en question par les grèves et les mouvements qui le menacent déjà, dès avant sa constitution officielle.

Les travailleurs de la CUF, réunis en assemblée le 12 septembre, ont exigé « la promulgation immédiate du décret de nationalisation et de restructuration des entreprises » dépendant du premier trust portugais. Ceux du secteur des engrais — SAPEC, Nitrates du Portugal, Société portugaise de pétrochimie — demandent « la définition d'une politique économique fondamentale pour le secteur des engrais dans le contexte de l'économie nationale ». Dans le nord du pays, les travailleurs des compagnies d'assurance demandent « la création d'une entreprise nationale unique d'assurance ». A Lisbonne, les ouvriers et ouvrières des usines pétrolières menacent de partir en grève « si le gouvernement ne décide pas la fusion des quatre entreprises du secteur » ; et ceux des céréales ont donné quinze jours au gouvernement « pour satisfaire leurs revendications, ce qui exige la restructuration et la transformation du secteur en Institut public des céréales ».

Autant dire, pour ne prendre que les exemples les plus importants, que la « pause » dont se réclamait Pinheiro de Azevedo est mal partie !

Ce qui ne signifie pas que dans quelques semaines, quelques mois, si les luttes des travailleurs n'aboutissent pas, si la répression réussit à décapiter l'insolence des secteurs les plus combatifs sans réaction notable, si, en bref, un nouveau pas n'est pas franchi par les organes unitaires de base des travailleurs dans le sens de leur extension et de leur centralisation, la démoralisation ne puisse s'installer, ouvrant la voie au reflux de la classe ouvrière et à la possibilité d'une stabilisation bourgeoise de la situation.

un nouveau pas en avant

Mais aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Loin s'en faut. Le mouvement des soldats s'approfondit. Les assemblées populaires, coordination de délégués des commissions de travailleurs et de moradores et des assemblées d'unités militaires, s'étendent : de nouvelles assemblées sont convoquées pour la semaine prochaine à Lisbonne (Panha des França, Olivais-Sul, Olivais-Encarnação, Marvilha, Pontinha, Benfca, Galinheiras, Queluz) et le Nord verra se tenir, dans une dizaine de jours, la première réunion de l'assemblée populaire de Porto.

Le 11 septembre, une quarantaine de commissions de travailleurs du Grand Lisbonne, réunissaient leurs délégués dans les ateliers de l'usine métallurgique COPAM pour lancer un appel à une manifestation pour le 18 septembre, sur les mots d'ordre : « Contre un gouvernement de droite ; pour un gouvernement de défense des conquêtes révolutionnaires ; pour l'unité de toutes les forces révolutionnaires ; contre les épurations à gauche ; ouvriers paysans même combat ; soldats toujours, toujours au côté du peuple ; la classe ouvrière avec la réforme agraire ; soutien aux assemblées populaires ; contre la censure de l'information ; ouvriers, paysans, soldats, marins, unis nous vaincrons. » Fait notable, ces délégués étaient pour la plupart membres ou sympathisants du PCP. Les mots d'ordre de la manifestation à laquelle se sont déjà ralliés de nombreuses autres commissions et assemblées d'unités sont pourtant bien éloignés de ce qui sert d'orientation actuelle aux dirigeants du PCP.

Les organisations d'extrême-gauche (FSP, LCI, LUAR, MES, PRP-BR) réunies dans un Front d'unité révolutionnaire avec le MDP — pourtant traditionnellement à la traîne des initiatives du PCP — viennent de publier un manifeste commun et de réunir 15.000 personnes aux arènes de Campo Pequeno, « pour l'autodéfense et l'auto-organisation des travailleurs en civil et en uniforme ». Par leur impact déjà important, elles peuvent plus que contribuer à faire naître ce pouvoir des travailleurs, cette Assemblée populaire nationale, qui prendra la relève de cet Etat bourgeois qui se traîne lamentablement de crise en crise. A condition qu'elles fassent de ce front un instrument efficace pour forger l'unité de tous les travailleurs, socialistes, communistes, révolutionnaires et indépendants. Ceci passera par une lutte politique des militants trotskystes de la LCI pour transformer une orientation qui se traduit dans le manifeste par des formules telles que « la droite fasciste et social-démocrate » « vaincre la social-démocratie, écraser le fascisme », ou des mots d'ordre comme « Dissolution de l'assemblée constituante », formules et slogans qui, outre la confusion qu'elles impliquent, ne contribuent en dernière analyse qu'à renforcer la division des travailleurs à laquelle ont tant travaillé ces derniers mois les directions stalinienne et social-démocrate du PCP et du PS.

Mais les conditions sont aujourd'hui réunies pour que la combativité des travailleurs fasse un nouveau saut en avant, provoquant dans son sillage le rassemblement des forces ouvrières et populaires encore morcelées. Le premier Congrès national des Commissions de travailleurs est convoqué à Covilha les 27 et 28 septembre. C'est un tournant décisif pour l'avenir. Lors de l'annonce publique du Congrès, un délégué disait : « Les travailleurs ne laisseront pas la conduite de la révolution leur échapper. Seuls les travailleurs sont capables de mener la révolution jusqu'à son terme ».

Le samedi 27 septembre, il y aura des manifestations dans toutes les capitales de l'Europe capitaliste. Pour que la révolution aille jusqu'à son terme : le Portugal socialiste des travailleurs.

le 16 septembre
Charles MICHALOUX

PREMIER CONGRES NATIONAL DES COMMISSIONS DE TRAVAILLEURS

■ Les 27 et 28 septembre 1975 se tiendra dans la banlieue ouvrière de Covilhã le premier congrès national des Commissions de Travailleurs (CT).

Le congrès est convoqué dans une situation marquée « par l'incapacité de la bourgeoisie à gouverner, et où elle ne trouve aucune issue possible à la crise qui la submerge, tandis que la classe ouvrière elle se prépare à grands pas à exercer le pouvoir ».

« Le congrès est ouvert à toutes les CT. Elles disposeront d'un nombre de mandats proportionnel à la grosseur des entreprises qu'elles représenteront (de un mandat pour les entreprises de moins de 200 travailleurs, à six mandats pour les entreprises de plus de 6000 travailleurs). »

Les CT mandatées comme observateurs, bien que ne votant pas, auront le droit d'intervenir dans le Congrès. Tous les autres organes de volonté populaire, commissions de moradores, comités de soldats ou de marins, unions ou associations paysannes, sont invitées à participer au Congrès, en tant qu'observateurs avec droit de parole.

Quant aux syndicats, ils sont invités à y participer comme observateurs, sans droit d'intervention dans les débats. Les partis politiques sont également invités. Ils pourront prendre la parole sous un point de l'ordre du jour spécialement consacré à l'exposé de leurs points de vue sur la situation politique actuelle.

Les délégués des CT ne seront pas élus selon des critères d'affiliation politique, mais en relation avec leur activité dans les luttes en cours.

Assumant un rôle profondément politique, en tant qu'embryons de pouvoir, le fonctionnement des CT obéit à une démocratie totale, en accord avec trois principes fondamentaux : libre élection, révocabilité, large débat interne.

A l'ordre du jour des travaux du Congrès : situation politique et économique actuelle ; revendications nationales et par branches (traitées en commissions) ; contrôle ouvrier, épurations, chômage et nationalisations ; armement du prolétariat.

Soldados Unidos Vencerão - Soldats Unis Vaincront

« Nous appelons les travailleurs à soutenir leurs fils sous l'uniforme »

Dimanche soir, 7 septembre.

■ Un milicien, un officier et un soldat masqués donnent une conférence de presse à Porto. Ils annoncent la constitution dans les casernes du Nord du Portugal d'un mouvement luttant pour la satisfaction des revendications des soldats et contre la discipline imposée par une hiérarchie parfois complice et souvent silencieuse devant la vague fasciste qui, l'été durant, a balayé le Nord du pays, de Braga à Leiria.

Le S.U.V. (Soldados Unidos Vencerão — Soldats unis vaincront) est né pour organiser la première manifestation de soldats depuis le 25 avril 1974.

Le succès de la manifestation du 10 septembre sera éclatant, au-delà de tout ce qu'espéraient les militants qui, depuis de longs mois travaillaient dans les régiments à mettre sur pied les comités de soldats, indépendants du MFA. Près de 2.000 soldats en uniforme, défiant pour certains les consignes de leurs officiers en faisant le mur des

casernes bouclées, venus des principaux régiments du Nord et soutenus par des délégations du RALIS (le Régiment d'artillerie légère de Lisbonne, l'ancien RAL 1 bombardé le 11 mars) et de la Police militaire de Lisbonne défilent dans les rues de Porto protégés par une foule de 10.000 travailleurs venus leur apporter leur soutien.

Entre une avant-garde de soldats, de travailleurs sous l'uniforme comme ils se dénomment eux-mêmes et un MFA disloqué par la pression des luttes de travailleurs en civil, la rupture est consommée. La semaine prochaine, elle s'approfondira encore : après l'assemblée des soldats de la Police militaire et celle de Sacavem, une manifestation semblable se déroulera à Lisbonne.

Pour juger de l'importance de ce mouvement magnifique, il n'est qu'à lire le texte des déclarations faites par les trois militaires masqués à la conférence de presse de Porto.

DECLARATION DU SUV

« Alors que les officiers de carrière peuvent librement donner des conférences de presse, des interviews, exposant librement leur point de vue sur la situation politique actuelle ; alors qu'ils peuvent en même temps rassembler des signatures pour un document, alors qu'ils peuvent désobéir à leur commandant comme le firent ici, il y a quelques jours les commandants de certaines unités de la Région militaire du Nord en refusant d'être sous les ordres de Corvacho ; alors que les officiers peuvent consigner des régiments, sans en avoir reçu l'ordre du commandement, nous les soldats, au contraire, nous sommes réprimés au moindre écart, par un règlement de discipline militaire (RDM) déjà en vigueur sous le fascisme... Nous savons aussi que quand nous défendons nos intérêts de classe, ce que nous avons parfaitement le droit de faire, nous risquons d'être punis par ces mêmes officiers, utilisant un RDM qui, en ce qui nous concerne, est largement fasciste et complètement dépassé. Voilà pourquoi nous nous présentons ici masqués. »

« Le SUV est une organisation, un front récemment constitué, indépendant, unitaire et de lutte de classe, qui rassemble des soldats de différentes casernes, non seulement à Porto mais dans toute la région militaire et qui lutte pour la défense des intérêts des travailleurs sous l'uniforme ainsi que pour une liaison étroite et toujours plus profonde entre les travailleurs civils et les travailleurs sous l'uniforme.

dans la rue déjà l'an dernier



Fotolib

Depuis six semaines, la réaction relève la tête de plus en plus fortement dans les casernes.

Des épurations à gauche furent effectuées dans les unités comme au CICA, au CIOE, à Lamego, au RIP, à Viana et ailleurs, attaquant les camarades qui s'étaient battus avec intransigeance pour les intérêts des soldats. Il y eut aussi des manœuvres pour bloquer les embryons de pouvoir populaire dans les casernes que sont les ADU (assemblées de délégués d'unités) depuis l'expulsion des éléments les plus actifs (au RIP, sept soldats furent ainsi expulsés) jusqu'à la tentative de transformation des ADU en simples organismes disciplinaires ou en tribunaux réservés uniquement aux soldats. Les ADU, doivent effectivement être des assemblées de discussion et de lutte pour la défense des intérêts des travailleurs sous l'uniforme, c'est-à-dire l'augmentation du prêt, les transports gratuits, l'épuration des éléments réactionnaires, la liaison avec les organismes de base et unitaires : commissions de travailleurs et de moradores.

Des réunions secrètes se sont tenues dans toute la région militaire, entre les officiers de carrière réactionnaires et certains commandants d'unité qui allèrent jusqu'à établir une coordination clandestine et parallèle tenant ses réunions au Quartier général où ils s'engagèrent à être solidaires de tout élément réactionnaire au cas où celui-ci serait sanctionné pour insubordination.

Nous connaissons les manœuvres déclenchées pour expulser le brigadier Corvacho, parce que le brigadier Corvacho a dit haut et clair du balcon du Quartier général que « la lutte est à mort contre le capitalisme ». Ces manœuvres se sont traduites par des exemples d'insubordination évidents pour les commandants du RIP, du RIB (2), de Viana, du CICA et de Lamego, consignait leurs régiments dans les casernes sans en avoir jamais reçu l'ordre, à seule fin de faire pression sur Lisbonne pour empêcher le retour à Porto du brigadier Corvacho. Ces officiers factieux, comploteurs et provocateurs qui affirment parler

au nom de la Région militaire, n'ont d'ailleurs jamais consulté ceux qui représentent au moins 95 % du personnel militaire de la région : les soldats. »

« Cet ensemble de manœuvres s'intègre dans l'escalade de la réaction qui cherche, au moyen de la division et de la lutte fratricide entre les casernes, à faire couler le sang des travailleurs sous l'uniforme, pour pouvoir ensuite appliquer les lois de la vieille époque fasciste et ainsi ramener Spínola ou un autre apprenti-Pinochet.

Nous sommes obligés de nous réunir et de nous organiser clandestinement pour constituer un véritable obstacle à cette escalade. Mais nous saurons toujours de quel côté nous sommes et ceux qui cherchent à faire de ce pays un nouveau Chili se briseront à coup sûr les dents sur notre unité. C'est pour ces raisons que le SUV récemment constitué, appelle à une manifestation, première riposte qui permette que l'organisation à

l'intérieur des casernes avance et se renforce et pour que, ensemble avec nos camarades des commissions de moradores et de travailleurs, nous passions à la construction des assemblées populaires.

Nous appelons tous les soldats du Nord et particulièrement ceux de Porto, à venir à cette manifestation en uniforme.

Nous faisons appel à toutes les organisations autonomes et unitaires de travailleurs, aux commissions de moradores, aux commissions de travailleurs, pour qu'elles nous appuient, pour qu'elles descendent dans la rue, réalisant ainsi une liaison effective entre tous les travailleurs.

Nous appelons le peuple travailleur de Porto, quelque soit le parti dont il se réclame, à venir soutenir ses fils sous l'uniforme.

— A bas le prêt de misère !
— Transports gratuits, tout de suite !

— Réactionnaires, hors des casernes !

— Le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe !

— Travailleurs, soldats, moradores, assemblées populaires,

— Ouvriers, paysans, soldats et marins unis nous vaincront !

— Soldats toujours, toujours du côté du peuple

NOTES

(1) CICA : Centre d'instruction des conducteurs automobiles.
CIOE : Centre d'instruction des opérations spéciales.
RIP : Régiment d'infanterie de Porto.

(2) RIB : Régiment d'infanterie de Braga.



Uzan-Gamma

SOLIDARITE AVEC LA REVOLUTION PORTUGAISE

devant le palais de Sao-Bento où siège la Présidence

FAUSSE NOTE

■ La semaine dernière, au moment même où l'Humanité se félicitait de voir le PCP quitter le Front qu'il avait constitué avec plusieurs organisations d'extrême-gauche, au moment même où le PCF en tirait argument pour justifier un refus de principe de toute unité quelle qu'elle soit avec des organisations « gauchistes », paraissait la Vie Ouvrière, hebdomadaire de la CGT. L'article de la V.O. sur le Portugal se félicitait au contraire bruyamment de cette alliance (tout en la présentant prudemment comme « spécifique à la situation portugaise »). Pourquoi l'alliance de tous les courants du mouvement ouvrier sans exclusive dans la lutte contre les forces de la contre-révolution serait-elle valable au Portugal et non en France ? Bénéfique dans la Vie Ouvrière, et inconcevable dans l'Humanité ?

Décidément, les militants de la CGT n'ont pas fini de se poser des questions sur la Révolution portugaise.

EN cette soirée du 27 août, le long du Tage, un immense cortège coloré, une vraie mer humaine roulait vers le palais de Belem, la présidence de la République. C'était la première manifestation organisée par le Front d'Unité Populaire et ce fut la plus grande que Lisbonne ait connue depuis le 1^{er} mai 1974.

Ce front, constitué la semaine dernière contre la menace fasciste, comprend le Parti communiste, le Mouvement de la Gauche socialiste, le Front socialiste portugais, le MDP, le Parti révolutionnaire portugais, la Ligue communiste et Lutte Unitaire Armée Révolution. On note l'absence, d'une part, des mouvements ultra gauchistes, maoïstes et, d'autre part, du Parti socialiste de Mario Soares.

Naturellement, pour comprendre le sens et l'importance de cette alliance, il faut bien voir et il faut dire, même en se répétant, que la situation ici n'a rien de commun avec la situation en France. Depuis le 25 avril 1974 on vit un véritable processus révolutionnaire qui a sa propre expression dans la « Vie Ouvrière »

■ Au moment où les échéances se précitent au Portugal, la nécessité d'organiser un vaste mouvement de solidarité aux révolutionnaires portugais devient de plus en plus évidente. Des milliers de travailleurs et de jeunes veulent discuter de ce qui se passe là-bas, en tirer tous les enseignements pour leur lutte. Ils veulent aussi agir. La réaction en Europe mène aujourd'hui une campagne systématique visant à dénaturer la réalité de cette révolution. S'appuyant sur la réaction portugaise, elle s'efforce économiquement et militairement de bloquer le processus en cours. Il n'y a donc plus une minute à perdre pour informer les travailleurs de ce qui se passe, les mobiliser contre la politique des gouvernements européens, se solidariser avec les premières conquêtes fondamentales des travailleurs portugais qui s'organisent dans leurs comités et s'efforcent d'en faire le fondement d'un véritable pouvoir ouvrier. C'est dire que nous avons proposé à tous les courants du mouvement ouvrier français de jeter les bases d'un vaste réseau de comités unitaires de soutien. Des contacts sont

pris et les premiers comités commencent à voir le jour dans plusieurs villes. Dans cette bataille, les louvoisements ne sont pas de mise.

Une vingtaine d'organisations révolutionnaires au Portugal et en Europe ont décidé d'utiliser le 27 septembre date anniversaire du 1^{er} coup d'Etat réactionnaire vaincu, comme tremplin pour lancer le mouvement de solidarité à l'échelle européenne. Le samedi 27 septembre, au moment où se réunira à Lisbonne le premier congrès national des commissions de travailleurs, des manifestations de rues se dérouleront à Paris, Rome, Stockholm, Berlin, Dusseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Genève etc...

En France tout en aidant à la création des comités, les militants des organisations qui appellent à cette manifestation multiplieront les efforts pour y associer le maximum de monde et en faire un grand succès.

Le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe, tout pour la victoire du socialisme !

27 septembre MANIFESTATIONS

dans toutes les capitales d'Europe

communiqué de presse

Mercredi 17 septembre 1975

Répondant à l'appel des organisations révolutionnaires portugaises (LCI, MES, PSP, PRP, MDP, LUAR) une vingtaine d'organisations révolutionnaires d'Europe occidentale, notamment Lotta Continua, Avanguardia Operaia, il Manifesto-PDUP (en Italie) et Bertrand Russel Fondation Peace en Grande-Bretagne, ont décidé de faire du 21 au 28 septembre 1975 une semaine de solidarité avec la révolution portugaise et d'organiser le samedi 27 septembre des manifestations de rue dans toutes les capitales européennes. Le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe.

— Contre l'encerclement impérialiste et le sabotage économique, diplomatique,

politique et militaire, du processus révolutionnaire au Portugal ; contre l'OTAN ; contre les provocations de la bourgeoisie nationale et internationale.

— Pour le soutien aux comités ouvriers, de soldats, de moradores et de paysans, bases du futur pouvoir ouvrier. Pour la victoire du Socialisme. — Aux côtés du peuple angolais et de ses combattants du MPLA dans leur offensive contre les forces impérialistes.

Les organisations et journaux français soussignés soutiennent cette initiative et appellent les travailleurs et la jeunesse de la région parisienne à manifester samedi 27 septembre, à 15 heures, Place de la République.

Organisations françaises déjà signataires : PSU, LCR, Révolution !, PLC, PDUP et Politique-hebdo.

ORGANISATIONS EUROPEENNES SIGNATAIRES

SUEDE : Revolutionare Marxist Forbundet, Forbundet Arbertermekt, Forbundet Kommunist.

GRANDE-BRETAGNE : International marxist group, Bertrand Russel Peace Foundation, Philippe Agee (à titre personnel).

ITALIE : Lotta Continua, Avanguardia Operaia, il Manifesto-PDUP, Gruppi comunisti rivoluzionari.

AUTRICHE : FDEJ, BFS, GMR. PORTUGAL : LCI, FSP, MES, MDP, LUAR, PRP(BR).

R.F.A. : Kommunistische Bund, Sozialistische Arbeiter Gruppe, Revolutionare Kampf, Spartakus, Gruppe Internationale Marxisten.

SUISSE : Ligue marxiste révolutionnaire.

FRANCE : PSU, LCR, Révolution !, PDUP, PLC, Politique-Hebdo.

PARIS
15 H
République

les affrontements et la résistance palestinienne

à travers les combats actuels, la bourgeoisie libanaise cherche une nouvelle fois à se doter de l'état fort dont elle a besoin

DR
mur dans la banlieue de Beyrouth. Criblé de balles comme presque tous.

■ Après deux mois de calme relatif des affrontements d'ampleur ont lieu au Liban. A Zahlé d'abord, à Tripoli ensuite, musulmans et chrétiens se combattent. Contrairement aux événements de juillet à Beyrouth l'aspect confessionnel est aujourd'hui important. Pour s'opposer à cela les forces de gauche ont appelé, pour le 15 septembre, à la grève générale. Il s'agissait pour elles de répondre ainsi à la décision du gouvernement libanais de faire appel à l'armée (qui est du côté de la droite chrétienne) et de réaffirmer le nécessaire caractère de classe des affrontements en cours. Mais ces forces réformistes ont rencontré l'opposition de la bourgeoisie musulmane, effrayée par la mobilisation armée des masses. La ligne de collaboration avec ces représentants de la réaction a conduit les réformistes à annuler la grève générale.

A Beyrouth lieu central des combats de mai et juin-juillet l'apparition d'hommes en armes a recommencé. La tension est très grande. Les quartiers chrétiens (où prédomine l'extrême-droite, les phalangistes) et les quartiers musulmans (où le PC et la résistance palestinienne sont influents) commencent à se replier sur eux-mêmes en vue d'un affrontement à venir. L'assassinat de 12 musulmans en armes par l'armée libanaise, au sud de Tripoli peut mettre le feu aux poudres.

Pour l'instauration d'un Etat fort

Tous ces événements font partie de l'offensive actuelle de la réaction libanaise pour imposer un Etat fort. Cela devient nécessaire tant pour endiguer la mobilisation des masses que pour permettre la mise en place d'une « paix américaine » au Moyen Orient.

Les affrontements doivent permettre l'intervention de l'armée comme arbitre. En mai, en juin-juillet, le scénario a échoué. En fait la mobilisation populaire contre les exactions fascistes, en augmentant la polarisation de classe, n'a pas permis à l'armée d'intervenir.

En insistant sur le caractère confessionnel des combats actuels la presse libanaise tente de créer les conditions qui lui ont manqué les fois précédentes.

Et la résistance

Les palestiniens sont environ 400.000 au Liban présents dans 3 grandes régions : région de Beyrouth, Sud-Liban et région de Tripoli.

La région de Tripoli au cœur des affrontements actuels connaît une

forte implantation du FPLP notamment à Bedaoui et Nalu-el-Bared qui regroupent près de 60.000 personnes.

La simple présence des palestiniens au Liban a été un catalyseur de la mobilisation armée des masses populaires.

Le Fatah, reste la principale organisation de la Résistance, il est bien implanté partout sauf dans le Nord (région de Tripoli).

Le Fatah est l'organisation qui correspond au niveau de conscience immédiat des palestiniens, l'absence de définition d'une stratégie politique, correspond à la désinsertion sociale des camps (pour l'analyse de fond de la Résistance cf. article de Inprecor). Le Fatah défend la solution pacifique, réclamant un mini-état en Cisjordanie et à Gaza. Il est donc prêt à reconnaître Israël.

Le front du refus

Mais la base de l'organisation est loin d'être en accord avec ces positions. Souvent les militants défendent les positions du front du refus. Ce front regroupe le Front Populaire pour la Libération de la Palestine, le Front Populaire Commandement Général et Le Front de Libération Arabe (pro-lakien). Ceux-ci refusent la solution pacifique quel que soit. Le FPLP, organisation moins nombreuse que le Fath est beaucoup plus politisée.

Le FP ne se considère que comme la branche palestinienne d'un futur parti révolutionnaire à construire au niveau de la région, car comme le dit Bassam Abou Cherif, porte-parole de,

l'organisation «...on ne pourra construire une Palestine socialiste sans un changement radical dans le monde arabe... sans un bouleversement profond par exemple en Jordanie et en Syrie ». Interview de juillet 75.

Dans cette perspective le FP est lié à des organisations comme le Pasa au Liban et en Syrie (clandestin) et le Parti Populaire Révolutionnaire en Jordanie. Les membres de l'organisation syrienne (l'extrême-gauche en général) sont durement réprimés en Syrie (arrestations, tortures et même pendaisons). Le FPLP est une organisation armée, avec une branche importante de commandos situés dans des bases dissimulées dans les montagnes. Dans la région frontalière de l'Arkoub, zone constamment attaquée par l'armée sioniste où l'armée

libanaise est absente, la mobilisation et l'auto-défense des masses s'est traduite par la résistance de villages entiers aux agressions sionistes. C'est ce qui explique l'acharnement des sionistes contre ces villages dont certains ont été rasés (Kjar Chouba...).

La pression même des événements, les agressions quotidiennes des sionistes contre les camps, les menaces des fascistes libanais soutenus par l'armée, sans compter les problèmes au sein même de la Résistance, tout cela fait surgir avec une évidence accrue la nécessité d'une claire stratégie politique en rupture avec les slogans incantatoires du Fatah.

C'est à cette question que répond l'interview de Bassam Abou Cherif publiée prochainement dans Rouge. Antid-Brestar

« A L'EXEMPLE DES VIETNAMIENS »

interview de soignants d'une équipe médicale du FPLP

TELL ZATAR, JUILLET 75

■ 18.000 réfugiés palestiniens vivent dans ce camp de la périphérie de Beyrouth, arrivés par vagues successives après 48, chassés par l'occupation sioniste et les agressions incessantes contre le sud-Liban.

Dans un secteur du camp, voisinant avec des habitations en semi-dur dont certaines portent les traces d'un bombardement récent effectué par les Ktaebs, une antenne médicale organisée par les militants du FPLP. La discussion s'engage avec l'équipe médicale (un médecin et quelques infirmières).

— Quelles sont les forces politiques existant dans ce camp ?

Toutes les organisations de la résistance sont présentes ici, les deux plus importantes étant le Fatah et le fplp.

— Des habitants du camp sont en train de refaire le système d'égouts, et de construire des maisons en dur, quelle proportion travaille hors du camp ?

A Tell Zatar la majorité des hommes travaillent et la plupart à l'extérieur (principalement dans le bâtiment). Ne bénéficiant d'aucun droit, leur statut est précaire dans les entreprises, tout comme celui des travailleurs venant de Syrie. Dans le bas de l'échelle sociale ils sont les premiers à être vidés par le patronat.

— Quels sont les problèmes auxquels doit faire face l'antenne médicale (il n'existe pas de système de sécurité sociale) ?

Nous nous heurtons avant tout aux conséquences du déracinement, de l'assistance extérieure : il faut habituer les gens à se prendre en charge eux-mêmes, à rompre avec la mentalité d'assistés. Nous leur apprenons à se préoccuper de problèmes de malnutrition (60 % des habitants souffrent de déficiences en fer et de gastro-entérites), des conditions d'hygiène individuelle et collective.

Nous essayons de mettre en place un autre style de médecine, à l'exemple des vietnamiens. Ici les soins sont quasiment gratuits et nous en profitons pour lancer un appel à la fourniture de médicaments (la LCR peut transmettre ces médicaments antibiotiques, bandages, etc.). Nous pensons qu'il faut rompre avec le système médical traditionnel du Croissant Rouge qui ne remet pas en cause le type de produits pharmaceutiques et alimentaires fournis par les trusts tels Nestlé et que les gens pauvres ne peuvent se procurer, ni la façon de pratiquer la médecine.

Nous organisons (comme dans les antennes médicales du FP des autres camps) des stages de formation du personnel d'assistance médicale. Le travail que nous effectuons dans cette clinique s'intègre dans notre conception du travail politique d'organisation du peuple palestinien.



DR
combattants dans un village du Sud-Liban au delà de la crête : la frontière

LE BUNKER DE FRANCO

■ Il y a un an pourtant, la dictature semblait vivre ses derniers instants. La bourgeoisie tirait les leçons de la révolution portugaise des œillets : ses secteurs les plus éclairés cherchaient, à travers les projets de lois sur les associations de se doter des instruments politiques nécessaires pour assurer la transition. Le parti communiste lançait la Junte Démocratique pour occuper le terrain et créer un cadre de collaboration de classe susceptible de se remplir peu à peu de nouveaux alliés. Franco lui-même semblait à l'agonie et certains se prenaient à penser que la cessation temporaire des pouvoirs à Juan Carlos pourrait devenir définitive...

Franco joue les prolongations

Un an plus tard le caudillon moribond a repris du poil de la bête. De performance en performance il s'attache à prouver sa vitalité : il assiste debout à un défilé militaire, la télévision le photographie longuement dans les tribunes d'une finale de football à laquelle il assiste... prolongations incluses ! Cet acharnement à survivre est un symbole, mais aussi un acte politique. Les condamnations à mort, venant après l'instauration permanente de l'état d'exception par les décrets d'août (qui suppriment l'inviolabilité du domicile et prolonge la garde à vue), relèvent d'un choix politique plus encore que d'une procédure arbitraire.

Mais loin de signifier un regain de vigueur pour la dictature dont le rôle s'éternise, cette politique indique le point critique qu'elle a atteint, réduite aujourd'hui à un appareil répressif qui a pratiquement renoncé à toute possibilité de reconstitution politique autre que cette opération « succession » dont la base sociale déjà rachitique se réduit encore chaque jour davantage.

Cette crise se manifeste particulièrement au sein de l'armée où se développe une véritable bataille pour le contrôle des postes clef. L'apparition publique de l'Union Démocratique Militaire, par le biais de l'arrestation début juillet de 9 officiers à Madrid et leur déclaration à Radio-Paris (dans laquelle ils repoussent la candidature de Juan Carlos et leur indépendance tant par rapport à la Junte Démocratique qu'à la Convergence Démocratique), et la sensibilisation politique croissante dans les casernes d'Euskadi constituent un fait de première importance.

Il y a d'autre part des indices de tensions qui se développent entre la bourgeoisie et le régime : le courant représenté par Fraga Iribarne a ouvertement rompu avec le gouvernement

Deux peines de mort contre Garmendia et Otaegui. Trois peines de mort contre les militants du FRAP... Et la liste est loin d'être close : bientôt viendront d'autres procès dont celui de « Wilson » Behotegui considéré comme responsable de l'exécution de Carrero Blanco. Le verdict ne fait aucun doute, le procès de Garmendia et Otaegui ayant déjà constitué l'une des plus grandes faces judiciaires d'un régime qui n'en est pourtant pas à la première !



1937-1975 le même visage du fascisme

et pris contact avec le parti socialiste et la Gauche Démocratique de RUI Gimenez (courant démocrate chrétien). D'autre part, le gouvernement a du rechercher un pacte avec la Banque pour éviter un effondrement de la Bourse et le ministre de l'Industrie a accusé publiquement la lâcheté et le manque de patriotisme des capitalistes qui se refusent à investir. Les raisons de ces frictions sont des plus claires : le grand capital commence à comprendre que le maintien de la dictature engendre une situation explosive qui provoque non seulement une montée rapide de la mobilisation des masses, mais aussi, désormais,

une détérioration de ses propres instruments de domination, en particulier l'armée.

La poudrière basque

Dans ces conditions, il faut bien comprendre que si la dictature a provisoirement reculé devant l'exécution de Garmendia-Otaegui, c'est que l'épreuve de force au Pays Basque devenait explosive. Tout Euskadi s'est levé, malgré la date et le caractère expéditif de la procédure. Dans plusieurs villes et villages, en

dépit de la répression il y a eu des manifestations, des barricades, des affrontements pré-insurrectionnels. Au réflexe de solidarité de classe s'ajoutaient l'indignation et la colère d'une nation opprimée. Ailleurs, la riposte n'avait pas encore pris une ampleur comparable à celle de 1970, lors de la condamnation d'Izko. Mais la lutte opiniâtre d'Euskadi commençait à servir de point de ralliement aux mobilisations encore inégale et les Commissions Ouvrières d'Euskadi pouvaient tendanciellement donner le ton, voire servir d'organe centralisateur. Danger d'autant plus grand pour la dictature que les réformistes, y compris le PCE y sont minoritaires face aux groupes révolutionnaires Ce qui explique que, pour ne pas s'isoler, le PC du Pays Basque ait pris des positions radicales, signant unilatéralement les appels à la grève générale, alors que le PCE jouait dans le reste du pays un rôle modérateur et qu'en France il n'appelait à aucune des quatre manifestations qui ont eu lieu depuis le 28 août à l'appel du collectif Eva Forest avec la participation du PSOE... La dictature ne pouvait donc pas sous-estimer le peu de contrôle des réformistes sur le mouvement phare d'Euskadi.

Deux voies, deux méthodes

Cependant, la dictature en choisissant un durcissement répressif est entrée dans une série inextricable de contradictions. Reculant sur Garmendia, elle donnerait une preuve supplémentaire de faiblesse et d'indécision. Aussi va-t-elle, à n'en point douter, se rabattre sur des victimes plus isolées et vulnérables (les militants du Frap), tentant d'apaiser ainsi ses suppôts les plus ultras.

Il est certain que les conditions de son renversement sont aujourd'hui réunies. Le principal obstacle réside dans la politique des organisations ouvrières elles-mêmes. Au lieu d'ouvrir aux travailleurs une perspective politique à-travers un front des organisations ouvrières, elles courent chacune (PC et PS) derrière des alliés bourgeois, pour offrir à la bourgeoisie le pacte de collaboration de classe le plus crédible possible. Elles livrent sur ce terrain à une concurrence acharnée, respectivement à travers la Junte Démocratique et la Convergence Démocratique. En n'omettant qu'une voie possible de renversement du régime, celle de l'action directe, de la lutte de masse, de la grève générale révolutionnaire dans le sillage des luttes du prolétariat d'Euskadi.

14.9.75. D.B.

les sauver !

A l'heure où nous écrivons, l'ouverture de nouveaux procès devant le tribunal d'ordre public à Madrid, et devant le conseil de guerre de Barcelone, confirme la voie choisie par la dictature.

A Barcelone, Juan Paredes Manot, militant de ETA, arrêté le 30 juillet et accusé d'avoir abattu un « garde civil » risque à son tour la peine de mort. Les avocats n'ont eu que quatre heures pour préparer la défense. De plus en plus, la Justice franquiste, cynique et expéditive, se transforme en sa propre caricature. Il devient clair désormais que les procès risquent de se succéder : après ceux de Garmendia, du FRAP, de Manot, demain peut être ceux de Eva Forest, Carlos Duran, Wilson Behotegui... Combien de nouvelles peines de mort ?

Les organisations ouvrières et les travailleurs du pays basque ont montré leur clairvoyance maintenant leur ordre de grève, les 11 et 12 septembre, après le premier recul du régime, acceptant la révision du procès Garmendia-Otaegui. Malgré le peu d'informations dont nous disposons encore, il semble que le mouvement ait été largement suivi, notamment dans la province du Gupuzcoa, fer de lance de la mobilisation, qui comptait à une seule plus de 60000 grévistes.

Une fois encore le prolétariat d'Euskadi a, par la détermination de sa riposte, bien fixé l'enjeu réel de la bataille en cours. Il s'agit d'un enjeu politique central, à l'échelle du pays : faire échec à la campagne répressive du pouvoir.

Comparée à la gravité de la situation et aux luttes en Espagne même, la campagne de solidarité internationale reste limitée, voire dérisoire, en comparaison de l'ampleur quelle avait prise en 1970 contre le verdict de Burgos. Dans les colonnes de l'Humanité, la rubrique sur les procès d'Espagne prend même une tournure scandaleusement désinvolte. Ainsi, l'Huma du 15/1/75, publie un article sous le titre : « les trois condamnés à mort de Madrid pourraient être exécutés dès vendredi prochain ». L'article passe en revue les « multiples protestations dans le monde : Suisse, Italie, Angleterre, Allemagne... Mais rien sur la France, et pour cause puisque jusqu'à ce jour, le PCF fait moins que le minimum... Quant à la solidarité en provenance de Moscou, elle tient en trois lignes : « la radio a annoncé dans l'une de ses principales émissions le verdict de Madrid expliquant que ces condamnations frappaient des antifascistes ». Ni plus ni moins. On reconnaît au fait que l'information soit passée dans l'une des « principales » émissions la générosité et l'internationalisme militant de la « grande patrie du socialisme » !

C'est proprement écœurant.

Quand les partis communistes veulent mener une campagne, ils en ont les moyens. Ils l'ont prouvé jadis pour Dimitrov, pour les Rosenberg. Plus récemment pour Angela Davis. Alors, il n'y a que deux hypothèses : ou bien les stalinien ne veulent défendre que leurs propres militants. Ou bien ils ne veulent pas aujourd'hui d'une campagne internationale qui pourrait contribuer à accélérer la chute du régime franquiste. La seconde hypothèse est de loin la plus politique.

Nous en sommes pour notre part à la quatrième manifestation de rue ; nous avons par ailleurs participé à Paris et en province à de multiples actions de dénonciation. Aujourd'hui, il faut préparer des nouvelles mobilisations. Mais pour qu'elle marquent un progrès, un pas en avant, il faut faire tous les efforts, prendre tous les contacts, mettre toutes les organisations et associations devant leurs responsabilités, pour que le front de la solidarité s'élargisse et se consolide.

Nous devons sans perdre une minute multiplier ces jours-ci, dans toutes les villes, les propositions publiques d'actions unitaires en ce sens.

17/9/75



D.R.
à Londres

GRANDE BRETAGNE

Londres

Communiqué

« Après une manifestation pacifique dans les locaux d'Iberia Airlines » de la Regent Street appelant le gouvernement espagnol à cesser immédiatement toute menace d'exécution, 19 socialistes anglais furent arrêtés et inculpés de « conspiration collective et de violation des locaux d'Iberia Airlines, 169 Regent Street, London W.1.

Les 19 manifestants, arrêtés aux environs de 19 H. ne furent inculpés qu'aux premières heures du lendemain. Nous affirmons que l'utilisation de la « loi sur la conspiration » est une atteinte sérieuse aux libertés démocratiques de la classe ouvrière britannique.

Les vrais « conspirateurs » dans cette affaire, ce n'est pas nous, mais le régime Franco, un régime qui emprisonne et tue dans ses geôles, baillonne sa propre presse (...) et qui ces derniers jours a assassiné 5 travailleurs qui manifestaient leur soutien à Otaegui et Garmendia.

Nous demandons de plus si le gouvernement britannique et sa police ne prennent pas une part dans cette conspiration (...).

Nous demandons que le gouvernement travailliste prenne position. Nous l'appellons à :

- s'opposer publiquement et fermement aux peines de mort, requises contre Otaegui et Garmendia et contre tout les emprisonnements politiques en Espagne.
- abolir la « loi sur la conspiration »
- lever toutes les condamnations contre les militants anti-franquistes (...)

Nous continuerons à apporter notre soutien aux luttes des travailleurs espagnols et défendrons les prisonniers politiques d'Espagne.

« des socialistes britanniques »

SUISSE

Alors que dans les rues de Zurich se déroulait une manifestation de cinq cent personnes exigeant la libération immédiate des militants basques condamnés à mort, les cathédrales de Genève et Berne étaient à l'heure de la solidarité internationale. Se regroupant à l'appel de la LMR (SSQI) dans les églises de St Pierre et de Notre Dame Duvalentin de Genève, ainsi que dans l'église de la Sainte Trinité à Berne, un nombre important de militants anti-franquistes suisses firent avancer d'un pas la vague de soutien qui progresse en Europe. Sur les tours de ces « lieux saints » pavoisait la dénonciation des crimes franquistes.

PAYS-BAS

Eindhoven

Une manifestation unitaire a eu lieu, à l'appel de l'IRB (section néerlandaise de la IV^e internationale) et du PSP. Malgré le peu de préparation (l'appel fut lancé deux jours avant) celle-ci fut un premier succès. Le même jour à Utrecht des militants, de l'IFB et du ROFU entre autre, ont occupé la « Maison espagnole » centre socio-culturel financé par le gouvernement franquiste. C'est cette même maison qui sert de paravent pour des opérations policière dans l'émigration. Lundi à 14 H, l'occupation se poursuivait.

FRANCE

Paris

Lundi 8 septembre, une cinquantaine de militants anti-franquistes occupaient la Chambre de Commerce d'Espagne. Déployant deux banderoles sur la façade de l'avenue de l'Opéra, ceux-ci prenaient place dans les locaux jetant dans l'avenue des tracts réclamant la libération de Garmendia et Otaegui, dénonçant le silence complice de Giscard. C'est au bout de deux heures que la police délogeait les occupants, opération qui, par ailleurs, fut conspuée par les passants. Après une garde à vue de 12 heures, les militants parisiens furent libérés sans autre forme de procès.

A la suite des deux inculpations du Puy en Velay, le pouvoir a reculé. Il semblerait que désormais crier « Franco assassin » ne soit plus une « offense à chef d'Etat ».

La semaine suivante, à l'annonce des peines requises au cours du procès des cinq du FRAP, 1500 personnes manifestaient des Ternes à la porte Champéret. Une nouvelle preuve de vigilance de la part des militants anti fascistes : qu'elle continue !



Evreux

A l'appel de la LCR, de LO, du PSU et du GRANV, une cinquantaine de manifestants se sont rassemblés près de la cathédrale pour « Sauver Otaegui et Garmendia » et ceux du FRAP. Un portrait du bourreau Franco a été brûlé puis une banderole dénonçant les crimes franquistes fut hissée sur les tours de l'édifice.

Marseille

C'est sur la Canebière que samedi une centaine de militants anti-franquistes manifestèrent à l'appel de la LCR, de Révolution ! La dispersion se fit après une prise de parole au cours de laquelle fut incendié une éfigne de Franco.

Le Havre

A l'appel du collectif havrais contre la repression en Espagne, 80 personnes ont manifesté dans les rues de la ville (y participèrent aussi la LCR, le PSU, la FA).

Agen

Une première manifestation a eu lieu le 11. On y comptait 70 participants. L'appel fut lancé par la LCR, le PSU, HR, Libétaires, l'EC. Le PC, la CGT, la CFDT, la FEN n'y répondirent pas. La mobilisation pour sauver Otaegui et Garmendia continue.

ARGENTINE 8 MILITANTS DU PST ASSASSINÉS



● La semaine dernière 8 camarades du Partido Socialista de los Trabajadores argentin (P.S.T - Parti Socialiste des Travailleurs) organisation sympathisante de la Quatrième Internationale ont été assassinés par des gangsters fascistes.

Les corps de cinq de nos camarades ont été retrouvés, criblés de balles, à Berisso, dans la banlieue de Buenos Aires, près de l'usine Propulsora. Les camarades assassinés — Adriana Galdúa, Anna María Lorenzo, Lidia Agostini, Hugo Friegerio et Roberto Lascertales — avaient milité en défense d'une grève à la Propulsora. Ces assassinats sont les derniers d'une longue série qui visent à terroriser la classe ouvrière argentine et son avant-garde. La classe ouvrière argentine, forte de sa récente grève générale victorieuse, saura certainement riposter aux attaques désespérées de l'extrême-droite: en organisant la solidarité et l'auto-défense la plus large.

Solidarité avec le PSTI et toutes les victimes de la terreur fasciste et de la répression!

Pour l'auto-défense ouvrière contre les bandes armées du capital!

Angola : à l'approche de l'indépendance, le MPLA renforce ses positions

● Initialement prévue pour résoudre le problème rhodésien, la conférence de Lusaka revêt aujourd'hui un caractère bien plus vaste. En effet, y sont représentés sept pays de l'Afrique australe parmi lesquels la Zambie, le Zaïre, l'Angola le Mozambique, le Congo. Débordant le cadre des discussions à l'ordre du jour, c'est la situation politique et militaire en Angola, à maintenant deux mois de l'indépendance, qui marque et marquera de son sceau les débats.

la situation militaire

Aujourd'hui, sur les 16 provinces que compte l'Angola, le

Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) en contrôle 12. Outre la capitale (Luanda) et l'enclave de Cabinda, le « Koweit pétrolier » angolais, c'est maintenant, quant à la région méridionale, à 200 km vers l'intérieur des terres que s'étend son influence.

Par ailleurs, dans le nord du pays, les derniers combats ont repoussés les soldats du Front national de libération de l'Angola (FNLA) jusqu'à la limite de la province Zaïre.

Alors que le 11 novembre, l'indépendance de l'ancien territoire d'outre-mer portugais devrait être effective, l'évolution de la situation militaire pourrait engendrer une suite d'événements non prévus aux accords d'Alvor.

Ainsi, le gouvernement portugais aurait mis en place dès le début du mois de septembre, une série de « mesures d'urgence » après avoir suspendu les accords du 15 janvier dernier, se laissant ainsi les



photo Patrick Frilet

Quatre femmes, en grève de la faim, pour faire éclater la vérité sur le sort de leurs maris à la merci de Pinochet

CHILI GREVE DE LA FAIM POUR LES « MORTS » PRISONNIERS DE PINOCHET

● Depuis plus d'une semaine 4 françaises font la grève de la faim à l'église Saint-Germain. Erika Chanfreau, Atenas Reyes, Ameliana Rodrigan et Marguerite Arias sont femmes de prisonniers politiques chiliens. Un seul parmi les 4, est reconnu officiellement par la junte. Quant aux trois autres, plusieurs mois après leur arrestation au Chili par des membres de la D.I.N.A., la police politique, leur nom est apparu pour la première fois il y a un mois dans une liste publiée par les soins de la junte de 119 membres du MIR qui auraient été exécutés à l'extérieur du Chili, à la suite de conflits internes de l'organisation.

La manière dont cette liste a été rendue publique souligne une fois de plus la grossièreté et le cynisme des bourreaux chiliens.

Une première liste était publiée dans une revue confidentielle argentine fascisante, au mois d'août. Quelques jours plus tard une liste complémentaire était

publiée par une feuille de chou locale, fascisante elle aussi, de Curitiba, au Brésil...

Quelques jours encore et la presse chilienne, avec d'énormes manchettes se faisait l'écho de l'information « parue dans la presse internationale » (sic) et selon laquelle 119 membres du MIR auraient été exécutés par d'autres militants de cette organisation... en Argentine, au Mexique, en France et en Suède.

La boucle était bouclée. Malheureusement pour Pinochet et ses tortionnaires, il y a des preuves formelles (témoignages de parents, d'autres prisonniers politiques aujourd'hui libérés, etc.) selon lesquelles les « 119 » — sans aucune exception — ont tous été arrêtés au Chili. A elle seule, Amnesty International, dispose des témoignages concernant 89 d'entre eux...

L'opération se retourne donc contre ses auteurs. Le sort des 119 est maintenant l'objet de multiples mobilisations et démarches internationales.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la grève de la faim de ces 4 françaises.

D'autant que, alors que les gouvernements du Mexique, de Suède ont formellement démenti que certains des 119 avaient séjourné sur leur territoire et y avaient trouvé la mort, le gouvernement français tout comme l'argentin est resté jusqu'aujourd'hui muet sur l'affaire.

Sans doute ne faut-il pas gêner l'industrie automobile (Renault-Peugeot) qui projette de faire d'importants investissements au Chili!

Une pétition soutenant l'action des grévistes de la faim et demandant au gouvernement français d'intervenir dans cette affaire circule actuellement. Elle est signée par de très nombreuses personnalités politiques, des artistes et des scientifiques.

Quelle sera la réponse de Sauvagnargues?

J-P. B.

Pour POUR L'AMNISTIE POLITIQUE AU BRÉSIL !

● Le 10 septembre dernier, le Comité de Parrainage de la Campagne d'Amnistie au Brésil a donné le départ d'une campagne en faveur de l'amnistie.

Cette campagne a pris naissance en 1974 à Sao Paulo lors de la constitution du Comité de Défense des Prisonniers Politiques. Cette initiative était suivie début 1975 de la création à Sao Paulo du Mouvement Féminin pour l'Amnistie. Lors du Congrès International des femmes à Mexico, les déléguées brésiliennes devaient y dénoncer la politique répressive du régime GEISEL.

Le comité pour l'amnistie donne une liste des 198 prisonniers politiques recensés, des 234 militants assassinés par la police et les bandes parallèles. Et des dizaines de disparus, et 128 bannis.

Il faut rappeler que 1800 brésiliens sont contraints à l'exil politique, en Europe et dans le continent américain.

Nous ne pouvons que soutenir le programme de la campagne pour l'amnistie.

BOLETIN EXTERIOR
Liga comunista de Chile

Combate
N° 4 - Septiembre 1975

Le N°4 du bulletin extérieur en espagnol de la Ligue Communiste du Chili est paru, avec des articles du N° de Combate diffusés dans la clandestinité au Chili, sur l'Eglise et le Réformisme, le Code du Travail et des nouvelles de la résistance.

la révolution pour quoi faire ?

Seul et désabusé, Régis Debray s'interroge sur les tumultueuses relations entre l'intellectuel et la Révolution

■ Un jeune intellectuel, lassé du ronron des luttes sociales dans la vieille Europe pré-68, part en Amérique Latine pour y faire la révolution. Cela vous rappelle quelque chose ? Mais attention, ne pas se laisser prendre au piège de la situation. Ne pas confondre en effet, un certain Debray Régis, normalien et révolutionnaire de cœur qui part rejoindre le « Che » en Bolivie et Frank, le héros de l'*Indésirable* roman du même Debray, qui débarque dans un pays pétrolier d'Amérique du Sud pour participer à la lutte armée.

Le sang a coulé sur ce continent, les belles certitudes stratégiques de « *Révolution dans la Révolution* » Tu te rends compte ! Et plus loin : « *L'Amérique est vraiment le dépotoir de tous les ratés de la terre. Ah si tous ces théoriciens à la manqué pouvaient nous foutre la paix et rester chez eux au lieu de venir évangéliser les indiens* ».

A quoi, Frank répond : « *Au lieu de vous en prendre au français, adressez-vous au père à tous : à Fidel, ce serait plus honnête* » Lancinante question

Régis Debray prête à son personnage, ses incertitudes et ses interrogations d'aujourd'hui. Frank commença être passablement échaudé par les coulisses de la lutte révolutionnaire qui ne sont pas aussi belles que dans les images d'Épinal. Le parti communiste passe de la lutte armée à l'électoratisme, les vieux camarades se déchirent et s'affrontent, les guérilleros des montagnes s'opposent aux combattants des villes ; pourtant, Frank malgré les revers et les doutes continue, parce qu'il le faut. Certainement, l'intérêt du livre de Régis Debray, est dans ce monologue de son héros Frank qui pose, en intellectuel, la lancinante question de tous les intellectuels : « La révolution, pourquoi faire ? » Pourquoi, conscience troublée et torturée, l'intellectuel choisit la Révolution et consacre sa vie à l'instauration d'une société où l'on a pas tellement envie de

Grave question, en effet, à l'heure où se décrochent les portraits dans les musées Grévin des Révolutions trahies. Où raccrocher son espérance dans le socialisme alors que partout il est travesti ? Dans la lutte, à la vie à la mort, car si la foi disparaît, il reste le combat, répond Frank, le héros de Debray.

Sans doute, ce n'est pas par hasard que Debray a fait son héros



trotskyste, s'il est vrai, comme l'a dit un jour Lukacs que l'« intellectuel est un animal naturellement trotskyste ».

La solitude du militant

On est bien loin de la fameuse fraternité qui baigne les romans de Malraux que les critiques de « *L'indésirable* », se sentent, on ne sait pourquoi, obligés d'évoquer.

Les personnages de Debray sont terriblement seuls, face à l'histoire. Il est seul, Manuel, l'anarchiste qui « *n'a livré que des batailles perdues parce qu'ainsi furent faites les batailles de son temps* ». Il est seul pour crever, Armando, vieux dirigeant du PC qui rentrant de Prague, tient ce discours à l'école des cadres : « *Camarades, comme nous le savons tous aujourd'hui, il n'est pas une seule des calamités les plus abjectes que les feuilles de propagande bourgeoise s'acharnent depuis un demi-siècle à lancer contre le socialisme qui n'ait été peu ou prou vérifiée par la suite* ».

Les foyers-guérillas auxquels rêvait le jeune Debray se sont tus sous les bombes ; à Cuba, les poils de la barbe à Castro commencent à blanchir, alors que s'estompe l'image du « Che » ; la social-démocratie, ici sous les brassées de ruses, ailleurs sous les oeilletons, continue de gendarmier l'ordre social et Régis Debray, seul comme ses personnages, note amer : « *Un militant, quand il a trop servi, on le jette* ».

Debray n'a pas fini de cogiter sur la place de l'intellectuel dans la Révolution, mais il continue d'espérer, avec une sincérité qui rend son livre attachant.

A.C

Cette semaine

DANS L'OBJECTIF



des films

LE CHILI ET NOUS

◆ Deux programmes cinématographiques projetés à Paris ces temps-ci parlent du Chili.

Le premier chronologiquement s'appelle *Chile* ; il se compose de trois films réalisés par des opérateurs de la télé mexicaine. Deux courts-métrages n'ont qu'un intérêt historique et rétrospectif : un reportage sur une visite à Allende du président mexicain ; un reportage sur le discours d'Allende aux étudiants de l'université. Le troisième film du programme, un moyen métrage, est bien plus intéressant : il s'appelle *Contre la raison et par la force*, et c'est un reportage sur le Chili d'après. Les cinéastes mexicains reçoivent un accueil qui fait songer à celui que, sous l'occupation, auraient pu avoir en France des journalistes suisses : tout le monde les reçoit, leur parle, à commencer par Pinochet lui-même, à continuer par ses partisans, bourgeois jeunes ou moins jeunes. Et le peuple, en longues files à la porte des stades : avec un dédain complet des conséquences, les gens déchargent leur cœur, racontent les arrestations arbitraires, les tortures, appellent directement le spectateur à l'aide. Un point d'orgue : l'enterrement de Pablo Neruda, qui part de sa maison saccagée.

Le second programme — *Je fus, je suis, je serai* — est l'œuvre de cinéastes de la RDA, Walter Heynowski, Gerhard Scheuman et Peter Hellmich — il est juste de nommer ce dernier, l'opérateur, comme l'un des co-auteurs. L'on sait que cette équipe réussit le tour de force de tourner des kilomètres de documents dans le Chili écrasé, en se faisant passer pour des reporters de la télé ouest-allemande ; le premier montage de documents ramenés fut montré à Paris il y a quelques mois sous le titre *La guerre des momies*. Ce film retraçait les derniers jours de l'Unité populaire et le *golpe*. Le tour de force technique et politique y était entaché par le parti-pris politique des auteurs : le drame chilien y était vu à travers une optique d'une orthodoxie rigoureuse, au point que le nom du MIR n'apparaissait pas une seule fois ! *Je fus, je suis, je*

serai (titre tiré d'une des dernières lettres de Rosa Luxemburg) ne mérite plus que cette critique : il s'agit simplement d'un reportage sur la réalité de la répression aujourd'hui, sur les camps, les gens qui y sont — d'un côté ou de l'autre du grillage. Sobre, bouleversant, toujours aussi audacieux, le film des cinéastes est-allemands est un document de premier ordre, une pièce à verser au dossier de l'accusation contre Pinochet et ses séides.

P.L.T.

GUERRE ET AMOUR

◆ « Mort », dans un titre de film comique, ça ne faisait, paraît-il, pas commercial, d'où cette traduction de « *Love and death* », le dernier film de Woody Allen. Sans doute que « guerre », c'est plus drôle. Enfin, le titre français a peut-être le mérite d'annoncer plus franchement la couleur, de situer le film d'Allen dans son domaine, la parodie du grand roman russe type « Guerre et paix » — ou des films qui en furent tirés — et, par la même occasion, la parodie de tout ce qui est « âme russe » délibérations métaphysiques entre les personnages, voire même certaines images des films de S.M. Eisenstein (le montage d'images de statues de lions, venu tout droit de la *Fin de Saint Pétersbourg*, mais qui s'achève ici en fauve flagada). Le comique de Woody Allen est souvent irrésistible ; qu'il soit avant tout verbal (avec la déperdition qu'entraîne toute traduction de calembour, tout équivalence d'obscénité pittoresque) l'apparente aux Marx Brothers plus qu'à Jerry Lewis ou aux grands maîtres du muet. Mais il ne néglige nullement le cocasse gestuel, le pied de nez à l'Histoire, ou le coup de pied au cul ; pourquoi ne pas avouer qu'il nous venge ainsi de longs moments brumeux passés à déchiffrer la Légende du Grand Inquisiteur ? L'on me dit que les russes n'ont pas aimé son film ; c'était à craindre, le cinéma comique soviétique est encore, semblait-il, quelque chose de balbutiant et d'épisodique (on ne connaît guère qu'Otto Losseliani), alors qu'il fut florissant et dynamique, ne reculant ni devant la satire ni devant le pastiche, avant le stalinisme. Mais ceci est une autre histoire : celle de Woody Allen, soldat rétif et couard forcé de défendre la sainte Russie contre l'invasisseur français, mérite une place d'honneur dans le cinéma comique de parodie.

AU PROGRAMME

Pop

Soho
Exmagma
Lardfree
Casthlemis
Oedipe
Enrico
Hamsamusic
Majun
Cortex
Plat du jour
Anoumam
Robert Wood
Camisole
« Mass devia »

Folk

Gwendal
Roger Siffer
Sourdeline
La Bamboche
Coups de rouge
Kirjuhel
Imago

Rock

The Frenchies
Little Bob Story
Angel Face
Albatros
Lesbian's sons

Animation Cabaret

Bertillos Trio
Romain Bouteille
Danse Théâtre Expérience
Cirque Bonjour et ses acrobates
Nicollet et Hué
Jean Guy Barkan
La fanfouille
Pierre Hanot
Julien Gabriel
Chantal Grim
Bernard Conrard
Birge-Georgé-Schiroe
Michel Buhler
Pierre Coria
Jean Paul Sèvres
Nobel et Richeux
Bernard Lavilliers
Yvan Dautin

Théâtre

« Ecume », joue un spectacle antimilitariste
« Théâtre à emporter » joue
« l'exception et la règle » de B. Brecht
« Théâtre Agit » joue deux spectacles, le sport, l'information
« Théâtre de la Crise » joue HABYTudes ou les aventures d'une réforme

Pour enfants

Théâtre Croquemitaine
Théâtre du Chaudron
Bidundum Théâtre
Compagnie Georges Arnaud

Danse

Ballet Pourmillesco
Ballet de la Cité

et

François BERANGER
Catherine RIBEIRO
Jacques HIGELIN
Paco IBANEZ
CUARTETO CEDRON
OSIBISA
John CALE
CANNED HEAT
CAPTAIN BEEFHEART
Dr FEELGOOD

TOUS A LA FETE DE ROUGE

■ Aujourd'hui, notre projet pour la fête rouge des 18 et 19 octobre devient beaucoup plus précis. Nous essayons de dépasser le projet d'initiative uniquement financière pour réaliser une fête où seront présents sans déséquilibre spectacle, politique, animation et décontraction. Ce n'est pas facile, de multiples problèmes sont posés. Nous ne voulons pas d'une exposition inflationniste de tous les tracts et feuilles diffusés par la LCR comme soutien aux activités artistiques. Il ne peut s'agir non plus de prendre quelques initiatives politiques pour se donner bonne conscience. Au contraire le rassemblement international des 18 et 19 doit être un lieu de rencontre où pourront s'affronter toutes les tendances politiques sur ce qui fait notre vie de tous les jours. Vaste projet que celui-ci. Ainsi l'agencement des lieux revêt une grande importance.

les cités, centres d'animation politique et artistique

Afin de ne pas dissoudre les activités politiques par un éparpillement et une multiplication des stands, nous avons décidé de les regrouper par « Cités ». Ces cités seront une concentration autour d'un thème précis. Celles-ci seront disposées en demi-cercle permettant ainsi d'organiser forums, discussions, animation politique et artistique. Elles devront aussi être le lieu de la plus large confrontation et permettront, en divisant l'espace et en le ramenant à des proportions moins écrasantes, de faire participer chacun à l'animation de ces deux journées. Les cités seront munies de toute l'infrastructure nécessaire à la réalisation de ce projet : ronéo, sonorisation, grands panneaux d'affichage.

Nous aurons huit regroupements de stands :

● **La cité internationale** : autour des sections de la IV^e Internationale, des organisations étrangères invitées et des organisations de soutien aux révolutionnaires du monde entier.

● **La cité ouvrière** : autour d'un stand des Cahiers de la Taupé rouge, avec des stands SNCF, PTT, Aéronautique, Santé, Métallurgie...

— les trusts multinationaux
— les boîtes françaises et européennes en lutte
— l'armée et les travailleurs
— les femmes dans la production
— les immigrés.

Déjà, nous faisons appel à tous ceux qui ont participé à l'animation de grèves afin d'organiser un « festival de chants de grèves et de lutte ».

● **La cité Presse** autour du Quotidien rouge ; avec toutes les publications qui désirent participer à ce rassemblement. Avec aussi la Librairie rouge.

● **La cité Régions** autour des stands Corse, Bretagne, Occitanie, Pays Basque...

— avec la participation des villes et sections de la LCR
— avec aussi les spécialités culinaires et viticoles de ces régions.

● **La cité Jeunes**
— Lycéens, étudiants, collégiens
— Loisirs de la jeunesse.

● **La cité Armée** avec toutes les organisations antimilitaristes, de soutien aux objecteurs, de France et d'ailleurs. Nous faisons un appel afin que soient présents tous ceux qui ont été en butte à la répression policière. Un festival du sketch sur l'armée sera organisé.

● **La cité Femmes** avec la participation des organisations et mouvements de femmes. Y sera présentée une série de pièces et d'animations de marché sur cette question.

- **La cité « Vivre autrement »**
— CAP (Comité d'action des prisonniers) autour de son journal
— pollution-nucléaire
— Gardes-fous
— Champ social
— Educons
— Justice
- **La cité Extrême-gauche française.**

Nous travaillons déjà à ce que ces cités soient des lieux de rencontres politiques passionnées, vivantes enrichissantes. Toutes les propositions et suggestions seront les bienvenues. Les troupes, comédiens, artistes nous aiderons à y faire entrer aussi la fête.

les forums centraux

Deux chapiteaux pourront accueillir plusieurs milliers de personnes ; ils seront placés aux abords des Halles et recevront les troupes et ballets mais aussi les forums centraux.

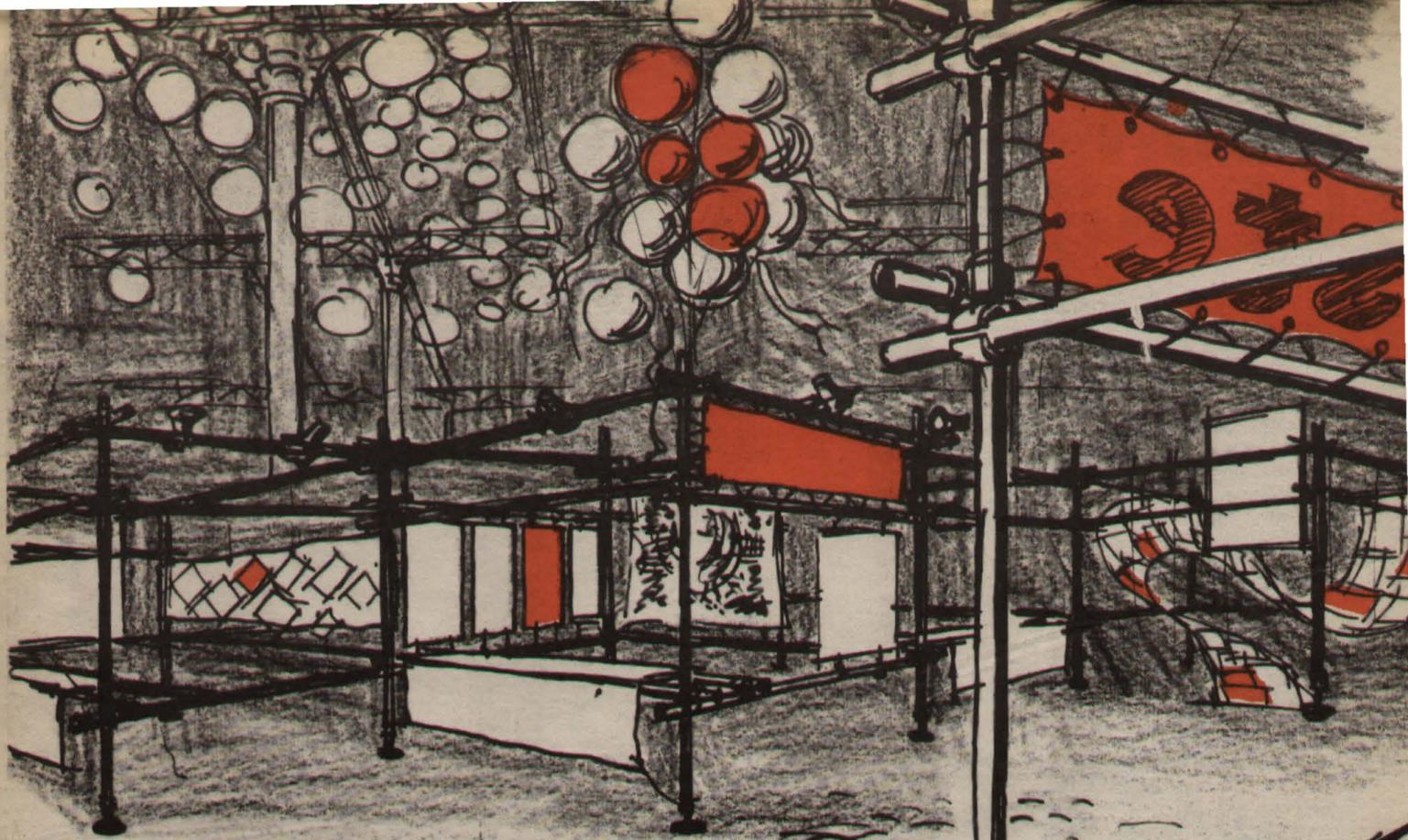
Nous avons prévu pour l'instant huit débats. Nous invitons pour cela un grand nombre d'intellectuels, de représentants des différents courants politiques, d'artistes de personnalités afin de créer de vraies tribunes de discussions où chacun aura la possibilité d'exprimer son point de vue. Nous devons faire de ces forums un lieu de confrontation générale entre tous les courants du mouvement ouvrier.

l'animation, les spectacles

Répetons-le, pour sortir du schéma maintenant classique de l'addition de l'artistique, de la bouffe et enfin de la « politique », il est nécessaire de lier l'ensemble de ces initiatives, et non de se contenter de les juxtaposer. Dans les stands, les cités les forums, nous voulons articuler fête et politique.

Jacques Higelin





La programmation de têtes d'affiches du show business français et anglo-saxon, s'explique par notre volonté de réaliser une fête à caractère de masse, afin de permettre à des dizaines de milliers de jeunes de s'insérer dans les débats, forums...

vers la fête différente...

Nous sommes convaincus que ce type d'architecture, cette création de cités par thème et non d'alignement triste de stands identiques se répétant mille fois, permettra d'ouvrir enfin la fameuse brèche vers le « fête différente » où s'engouffrent toutes les questions touchant à la vie quotidienne. La mise en place de petites sonorisations, de petits podiums donnera à tous la possibilité de participer à la fête et non de la subir.

Pour animer cet espace, les comédiens, mimes, chanteurs de cabaret, batteurs et marionnettistes de toutes sortes ne suffiront pas.

La fête n'en sera une que dans la mesure où les fêtards ne seront pas consommateurs de spectacle !!

- Concrètement, en plus des spectacles programmés à l'avance, nous réaliserons une formule cabaret permanent dans les restaurants, une présence continue de troupes, de cheurs de feu, d'acrobates, partout à tous moments.

- Nous avons aussi tenu à supprimer la cassure entre fête et politique par la création de sketches et de pièces au sein des cités, introduisant les débats (prenons l'exemple de la Cité « jeunes » avec une pièce sur la réforme Haby, une pièce armée au stand antimilitariste)...

- Autre démarche vers la « fête différente » : afin d'éviter la coupure entre artistes et « organisateurs », nous essayons de mettre en place des réunions de préparation où, ensemble, nous travaillerons à l'élaboration de la fête.

et les enfants ?

Comment faire pour ne pas aboutir à une garderie triste, mal organisée et rebutante ?

Plusieurs lieux seront réservés aux enfants : d'une part une crèche au fonctionnement sécurisant pour les parents anxieux, un espace atelier où les bosses pourront

s'adonner à toute une série d'activités ; enfin une animation-spectacle qui se tiendra dans un chapiteau de cirque.

Et pour les enfants jusqu'à 14 ans, la fête de Rouge est gratuite !

- Afin d'unifier l'ensemble de la fête, pour que chacun puisse connaître ce qui se passe dans tel ou tel coin de la Villette ou encore dans l'actualité politique, **Radio-Rouge** émettra des bulletins d'information toutes les heures.

- Enfin, dès la semaine prochaine, nous publierons les horaires et lieux précis de passage des différents spectacles.

La préparation de la fête ouvre la voie aux problèmes de la vie quotidienne, ceux-ci ayant leur place dans le futur quotidien, nous souhaitons un maximum de suggestions, remarques, apports de toute sorte de la part des lecteurs

CROQUIS DES STANDS

qui est qui ? les participants se présentent oedipe

Créé en Janvier 1972 par Hervé Queudot et Marc Profichet se compose actuellement de : Hervé Queudot (pianos), Marc Profichet (batterie), Philippe Melkonian (basse), Claude Barthélemy (guitares).

La musique, au départ assez réminiscente de Soft Machine est devenue plus personnelle, sinon d'influences plus variées. Actuellement le travail du groupe repose sur : une harmonie poussée, l'établissement de climats à travers une trame rythmique riche mais apparemment constante, le swing ce qui donne de l'allant ce qui donne envie d'écouter la suite.

soho

Si l'on tient à caractériser le style d'un groupe en indiquant ceux qui l'ont le plus influencé, on aboutit souvent à un patchwork contradictoire et insuffisant. Dans le cas de SOHO, il faudrait, bien sûr, citer les Stones, mais aussi Lou Reed, les Doors etc...

Né d'une rencontre entre les jeunes travailleurs de la Régie Renault et des P.T.T., SOHO s'est fait remarquer par sa présence « stimulante » aux fêtes du Comité d'Entreprise et du Club des Jeunes de Renault. Leur personnalité s'est affirmée lors de leurs passages à la fête de l'Humanité en 1974, au Golf Drouot au cours de l'hiver et du printemps 1975, et dans plusieurs Maisons de Jeunes.

Roger Damato (chant), Maurice Mallet (guitare solo), Christian Carrion (guitare, vocals), Marc Montfort (guitare basse, Vocals), Jean Longeot (batterie).

a suivre...

POUR LE QUOTIDIEN

Il paraîtra à nos lecteurs que nous aliérons entre l'optimisme triomphaliste et le pessimisme inquiet. Mais la vérité est que nous suivons avec attention l'évolution de la souscription pour le quotidien rouge.

Il faut dire : après avoir atteint nos premiers objectifs (modérés, il est vrai) de 10 millions fin juin et de 30 millions avant fin septembre, nous avons projeté d'obtenir 50 millions le 30 septembre, 120 millions le 30 octobre. Hé, bien, les choses s'annoncent mal : au lieu de 1 million par jour, somme nécessaire pour réussir, les rentrées sont actuellement limitées à 300.000 ou 400.000 anciens francs.

Nous savons que la période de rentrée des vacances n'est pas favorable à une souscription : les porte-monnaies sont vides. Mais alors il faut étendre notre collecte, multiplier nos démarches, toucher un plus grand nombre de travailleurs, de jeunes.

Cette semaine, il est temps de tirer un petit coup de signal d'alarme et dire clairement que s'il n'y a pas de mobilisation plus grande autour de la souscription, nos espoirs seront compromis.

Sommes-nous trop inquiets ? C'est à nos lecteurs, sympathisants, à nos camarades, à tous de répondre. Nous verrons la semaine prochaine où nous sommes : rendez-vous dans cette page.



Librairie rouge	100,00
Un soldat	100,00
Une infirmière Toulouse	50,00
Un soldat en RFA	100,00
D.V. St-Jean de la Ruelle (45)	200,00
Groupe taupe EDF Paris	710,00
Groupe taupe EDF Issy	800,00
Diffuseurs Noisy	100,00
I.V. Lille	150,00
Bibliothèque en lutte Lille	100,00
Stand Braderie Lille	600,00
Diffuseurs Clermont-Ferrand	650,00
PTT-tri Clermont	50,00
Comité rouge Lycéen Nancy	96,50
Diffuseurs Nancy	819,50
Sympathisant enseignant Montpellier	200,00
J.T. Rouen	100,00
Anonyme Tours	14,00
Etudiante Tours	100,00
Employée Gd-Magasins Tours	100,00
Un bidasse FFA	100,00
Anonyme	50,00
A.M. Reims	200,00
M. et Mme J.-L. Caen	100,00
Vieille dame de St-Raphael	50,00
D.J. Paris	1000,00
V.B., lycéen Corte	30,00
Diffuseurs Pau	372,00
D.B. et M.C. Louviers	200,00
V.G. Varese (Italie)	100,00
Groupe taupe Montfermeil	50,00
Librairie rouge	47,80
Comité rouge Censier	200,00
Diffuseurs Marseille	6390,00
T.N. Gardanne	100,00
Diffuseurs Amiens	234,00
Diffuseurs La Ciotat	1550,00
X. paysan	250,00
J. jeune travailleur Sympathisant	500,00
R. Travailleur Joint-Français	50,00
M.C. et G. Luchon	30,00
Anonyme	10,00
J.L. E. Gien	300,00
M.G. Maisons-Alfort	400,00
Travailleuse sociale Mende	15,00
Instituteur Mende	100,00
2 Sympathisants Mende	200,00
EDF chatou	500,00
Un soldat	50,00
Collecte marché Houilles	39,00
Diffuseurs Sartrouville	150,00
Une Espagnole de Fontenay-s-Bois	10,00
C.C. éducateur Evreux	150,00
Diffuseurs Gisors	150,00
Un bidasse	300,00
R.M. Paris 18	100,00
A.T. Pont-à-Marçq (59)	10,00
2 Sympathisants St-Dizier	500,00
J.M. Nice	150,00
M. Mme D.B. Mallemoisson (04)	200,00
Sympathisante Villeneuve/Lot	10,00
B.C. Villeneuve/Lot	50,00
Instituteur Villeneuve/Lot	100,00
A.B. Villeneuve/Lot	200,00
B.J. Villeneuve/Lot	100,00
Sympathisante Villeneuve/Lot	10,00
G.S. Sommières (30)	50,00
Diffuseurs Perpignan	165,00
Caisse d'Epargne Lorient	400,00
Des communaux de Lorient	100,00
Q.P. Quistreham	30,00
Diffuseur Argenteuil	20,00
Diffuseurs Eaubonne	960,00
Diffuseurs Montpellier	354,00
E.G. Caen	70,00
C.P. étudiant Fréjus	100,00
B.G. Lycéen St-Georges/Baulche (89)	20,00
P.D. Levallois	100,00
M. et J.-P. à Rennes	200,00
H.J. Vernon	30,00
M. Mme S.R. Mandeure (25)	100,00
Groupe taupe Renault	650,00
Anonyme	100,00
Librairie rouge	30,00
Enseignant Paris 20	300,00
Hôpitaux Paris Nord	300,00
Groupe taupe Honeywell	150,00
Sympathisant Bagnolet	25,00
B.F. Rueil-Malmaison	500,00

TOTAL 336163,89

50 MILLIONS / SEPTEMBRE
120 MILLIONS ? OCTOBRE

SOLDE ANTERIEUR	303414,09	Par ci, par là, Chartres	13,00
D.L. Poitiers	200,00	2 Sympathisants Toulon	200,00
Diffuseurs Amiens	200,00	Sympathisants Paris 18	300,00
Compagnie bancaire	220,00	Un bidasse	200,00
Diffuseurs Evreux	510,00	Diffuseurs Limoges	60,00
Lycéen Evreux	100,00	Diffuseurs Perpignan	2440,00
Diffuseurs Grenoble	520,00	D.N. Paris 17	100,00
Sympathisant Grenoble	20,00	Diffuseurs Cherbourg	150,00
Diffuseurs Tarbes	500,00	2 camarades italiens vacances Nice	40,00
J.-M. G. Paris	50,00	Diffuseurs Nice	255,00
Fonction publique Chartres	300,00	M.C. et G.L. Toulouse	200,00
SNCF Chartres	50,00	Diffuseurs Cherbourg	300,00
Une lycéenne Chartres	10,00	Délégué CGT cheminot Paris	50,00
Une travailleuse Chartres	10,00	C.D.B. Chelles	200,00
Des étudiants Chartres	110,00	J.C.M. Strasbourg	100,00

SOUSCRIVEZ

Pour la sortie de Rouge Quotidien en janvier 1976

100

Je verse aujourd'hui R

Je m'engage à verser F

chaque mois

Nom (scolaire)

Prénom

Adresse

Profession

Chèques ou mandats à l'ordre de P. Chinot. A renvoyer à ROUGE, 10, impasse Guilmé, 75004 Paris.